

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N°2 / JUIN 2013
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION
www.ddc.admin.ch

Pays émergents

Nouveaux donateurs – autres pratiques

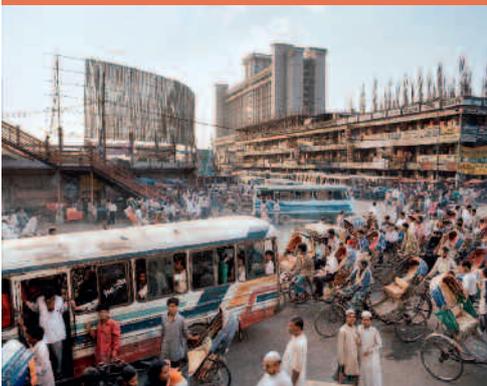
Le Tadjikistan pris en étau

Matières premières :
vers plus de transparence ?



Sommaire

DOSSIER



PAYS ÉMERGENTS

6 Montée en puissance de donateurs peu conventionnels

Un nombre croissant de pays émergents sont actifs dans la coopération au développement. Ces nouveaux donateurs bousculent les règles du jeu.

12 Évacuer les eaux usées à moindre coût

Plusieurs villes du Nicaragua améliorent leurs réseaux d'égouts, grâce à une collaboration trilatérale avec la Suisse et le Brésil

14 Protection contre la rupture de lacs glaciaires en Chine

Des experts suisses et chinois collaborent pour réduire le risque de crues lié à la vidange soudaine de lacs glaciaires

16 «L'Afrique du Sud est le géant du continent»

Entretien avec la politologue sud-africaine Elizabeth Sidiropoulos

18 Faits et chiffres

HORIZONS



19 Des familles déchirées par les conflits frontaliers

Le Tadjikistan souffre du conflit lancinant qui l'oppose à son puissant voisin ouzbek au sujet de l'énergie hydraulique

22 Une journée sur le terrain avec...

Mouazamma Djamalova, responsable des programmes de santé de la DDC au Tadjikistan

23 Un siècle ivre de vitesse

Jahongir Zabirov évoque sa vie et celle des jeunes de Douchanbé

DDC



24 Des psys au coin de la rue

La DDC aide la Bosnie et Herzégovine à moderniser son système de santé mentale

26 Premiers secours déployés par les voisins

Un projet suisse forme des sauveteurs bénévoles qui interviennent en cas de catastrophe dans les médinas de six villes marocaines

FORUM



28 Quand les richesses naturelles engendrent la pauvreté

Les pays en développement exportent beaucoup de matières premières, mais ce commerce profite à d'autres. Des efforts de transparence s'imposent.

31 Tanu partie, la famille a moins d'argent

Carte blanche : l'Éthiopien Getachew Gebru décrit les difficultés liées à la scolarisation des enfants nomades dans son pays

CULTURE



32 Archives sonores sur Internet

De vieux disques et cassettes, enregistrés en Afrique, en Asie ou en Amérique latine, revivent sur Internet au format MP3

- 3 Éditorial
- 4 Périscope
- 27 DDC interne
- 34 Service
- 35 Coup de cœur avec Douna Loup
- 35 Impressum

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

Éditorial



Le chemin se fait en marchant

Sujet principal du présent numéro, les « pays émergents » revêtent depuis quelques années une importance croissante pour la coopération internationale. À l'origine, ce terme désignait les « tigres » asiatiques. Il recouvre aujourd'hui le BRICS – Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud – et un certain nombre d'autres pays dont les indicateurs économiques sont au vert.

Il n'existe pas de définition officielle des pays émergents. Cette notion varie d'ailleurs quelque peu d'une langue à l'autre. Tels sont les faits :

- Les pays émergents ont un poids politique indéniable. Plusieurs sont membres du G20 et participent ainsi à la préparation de nombreuses décisions internationales. Ils assument aussi un rôle majeur au sein de l'ONU et d'autres forums. N'ayant pas abandonné leur identité initiale de pays en développement, ils peuvent jouer simultanément sur plusieurs tableaux.
- La production industrielle des pays émergents est considérable, ce qui leur confère une position clé dans les débats sur les matières premières ou les agents énergétiques. Cela va de pair avec des émissions massives de gaz à effet de serre et une empreinte écologique toujours plus lourde.
- La pauvreté constitue un grave problème dans ces pays : il y a plus de miséreux en Inde que dans toute l'Afrique. Pourtant, on assiste au retrait de la coopération classique pratiquée par les États de l'OCDE. Une puissance politico-économique ne saurait en effet recevoir de l'aide au développement. Il en résulte une situation paradoxale, dans laquelle la coopération néglige la majorité des pauvres de la planète.
- La modernisation politique et sociale ne ressemble pas à ce qu'elle a été dans le monde industrialisé. La démocratie, l'État de droit et les droits de l'homme sont fréquemment malmenés. Cela a des répercussions négatives sur les conditions de vie et sur les perspectives économiques à long terme.

- De nos jours, les pays émergents pratiquent eux-

mêmes la coopération au développement, avec un agenda souvent complexe – pour le formuler diplomatiquement. Les agences de développement des pays de l'OCDE se voient soudain entourées d'intervenants dont les valeurs et les méthodes de travail sont différentes des leurs.

Sans les pays émergents, on ne résoudra ni la pauvreté dans le monde, ni les défis planétaires comme le changement climatique, les migrations, la raréfaction des ressources ou l'insécurité alimentaire. Le dialogue politique est vital à cet égard. La plupart de ces pays – Chine comprise – y sont ouverts, même s'ils tiennent à suivre leur propre voie.

Les échanges de points de vue et d'expériences ne sont pas une fin en soi. La volonté de mieux maîtriser pauvreté et risques globaux doit se traduire par des ententes avec les pays émergents en vue d'accomplir ensemble des projets concrets. Il n'est pas question ici de faire la leçon à quiconque : pas plus que d'autres, les pays de l'OCDE ne connaissent les solutions. Selon un proverbe espagnol, « le chemin se fait en marchant ». Et bien des pays émergents tirent une riche expérience du chemin qu'ils ont déjà parcouru.

La DDC entretient des contacts réguliers avec certains d'entre eux. Elle réalise aussi des projets concrets dans le cadre de ses programmes globaux ou de coopérations trilatérales qui réunissent la Suisse, une nation émergente et un pays en développement. Cela ne réduit en rien notre engagement pratique en faveur des plus pauvres. Bien au contraire : dans le monde globalisé, les progrès indispensables en faveur des régions et des populations les plus démunies dépendent de la manière dont on associe les pays émergents à ces efforts.

Martin Dahinden
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

Périscope



Itterrae

Des entrepôts réfrigérés sans électricité

(jls) Les nuits sont fraîches au Sahel et au Sahara, alors que le thermomètre peut atteindre 40 degrés dans la journée. Un inventeur français, Pascal Fayet, a mis au point une technique de construction qui permet de capter et de stocker cette fraîcheur nocturne, afin de la restituer le jour dans des locaux où sont entreposés des fruits, des légumes et d'autres denrées périssables. Ses « greniers du Sahel » permettent de réduire les pertes post-récoltes et de combattre la faim qui frappe les familles rurales. Le procédé, qui exploite le processus naturel du refroidissement radiatif (ou effet de serre inverse), repose également sur une bonne gestion de l'isolation et de la ventilation. À l'intérieur de l'enceinte, la température se maintient à 15 ou 20 degrés. Ces entrepôts, construits avec des matériaux locaux, produisent du froid sans consommer la moindre énergie, donc sans émettre de CO₂. Ils conviennent parfaitement aux régions rurales non électrifiées. Après avoir testé son système au Burkina Faso et au Niger, Pascal Fayet a réalisé l'an dernier un grenier pilote au Sénégal. www.greniersdusahel.com

Profession : éleveur de grillons

(jls) Les insectes ont toujours fait partie de l'alimentation en Thaïlande. Ce qui est en train de changer, c'est qu'on ne va plus

les recueillir dans la nature. « La plupart des grillons vendus sur les marchés proviennent désormais de fermes commerciales », remarque Yupa Hanboonsong, entomologiste à l'Université de



Kurt Henseler/laif

Khon Kaen. Avec une collègue, elle a introduit il y a quinze ans des techniques d'élevage afin de fournir aux agriculteurs une nouvelle source de revenus.

« Nous avons aujourd'hui environ 20 000 éleveurs de grillons dans le nord-est du pays. » Les larves sont placées dans des enclos. Puis on nourrit les grillons pendant six semaines, jusqu'à ce qu'ils atteignent une taille suffisante pour être vendus. La demande a augmenté dans la capitale depuis que les fermes assurent un approvisionnement régulier. Les insectes d'élevage sont toutefois sujets à diverses maladies, face auxquelles les paysans sont passablement démunis. « Il n'existe pas encore de véritables spécialistes dans ce domaine. C'est une nouvelle profession que nous devons apprendre sur le tas », remarque une éleveuse.

www.sea-globe.com/bug-business

Le succès des « Nike africaines »

(jls) En 2005, l'Éthiopienne Bethlehem Tilahun Alemu a ouvert une fabrique de chaussures dans le quartier de Zenabwork où elle a grandi, à la périphérie d'Addis-Abeba. Âgée alors de 25 ans, elle voulait donner du travail aux membres de cette communauté pauvre et marginalisée. Les artisans locaux se sont mis à confectionner les « soleRebels », une gamme très colorée de moccasins, sandales, baskets et autres tongs. Ces chaussures confortables, de bonne qualité et entièrement fabriquées à la main avec des matériaux locaux, ont rapidement conquis une clientèle internationale. Aujourd'hui, les soleRebels s'exportent vers près de soixante pays, principalement par le biais de sites de commerce en ligne. La marque dispose déjà de points de vente à Addis-Abeba, Vienne et Taïwan. La fabrique emploie 420 personnes,



SoleRebels

dont 120 à plein temps. « Nous avons généré de la richesse au sein de notre communauté, en fournissant des centaines d'emplois créatifs et bien payés », souligne Bethlehem Tilahun. Et d'ajouter fièrement : « SoleRebels est la toute première marque de chaussures mondiale qui ait émergé d'une nation en développement. »

www.solerebelsfootwear.co

Éradication en vue

(bf) L'Organisation mondiale de la santé annonce des progrès dans la lutte contre 17 maladies tropicales négligées qui frappent un milliard d'individus. Deux d'entre elles devraient même être prochainement éradiquées : le ver de Guinée ou dracunculose, qui provoque des ulcères, encore présent surtout au Soudan du Sud (2015), et le pian, une infection bactérienne qui attaque la peau, les os et les cartilages (2020). La dengue, en revanche, poursuit sa progression. Elle sévit dans les zones tropicales et subtropicales du monde entier. En 2010, environ 2 millions de personnes en souffraient dans plus de cent pays et 6 000 en sont mortes. Pour la seule année 2010, quelque 711 millions de personnes ont reçu un traitement préventif – dans le cadre d'une stratégie globale – contre au moins une des quatre maladies négligées pour lesquelles il existe des médicaments prophylactiques. Ce chiffre devrait doubler d'ici à 2020. En plus des dons promis par l'industrie pharmaceutique (1,4 milliard de traitements par an), on aura besoin de 2 milliards de dollars



Dessin de Jean-Augustin

pour traiter tous les malades jusqu'en 2015.
www.who.int, « Thèmes de santé »,
 « Maladies tropicales »

Plus de retraités que d'enfants

(bf) Le nombre des personnes de 60 ans et plus va tripler d'ici à 2050, passant de 810 millions en 2012 à plus de 2 milliards, selon un rapport de l'ONU. La population mondiale comptera pour la première fois davantage de seniors que de jeunes de moins de 15 ans. Le rapport attribue la hausse de l'espérance de vie à l'amélioration de la santé et des conditions socio-économiques. Actuellement, 64% des personnes âgées vivent dans des régions peu développées. Cette proportion atteindra



Christoph Goetzian/Alf

près de 80% à l'horizon 2050, ce qui confrontera les pays en développement à d'énormes problèmes. Les assurances maladie et vieillesse seront davantage sollicitées. Il faudra redéfinir ou restructurer les systèmes de santé

et de retraite. « De plus, les milieux politiques et la société civile devront promouvoir l'intégration sociale ainsi qu'une réflexion démographique supra-générationnelle », note Ulrich Reinhardt, directeur scientifique de la Stiftung für Zukunftsfragen à Hambourg.
www.un.org, « Global Issues »,
 « Ageing »

Un remède de grand-mère

(gn) Une boisson trouble à base d'herbes et d'épices avait épargné des maux de ventre à Kavita Shukla qui avait bu accidentellement de l'eau non filtrée lors de vacances chez sa grand-mère en Inde. De retour aux États-Unis, l'écolière avait creusé la question et découvert que ce remède fait maison contenait

des essences bloquant la prolifération de champignons et de bactéries. Entre-temps, Kavita Shukla a terminé sa scolarité et ses études universitaires. Après plusieurs années de recherche, elle a mis au point un produit astucieux qui lui a déjà valu plusieurs prix aux États-Unis : FreshPaper est une simple feuille de papier d'emballage, sur laquelle on a vaporisé un élixir d'herbes qui permet de doubler ou de quadrupler la durée de conservation des denrées. Simple à fabriquer et à utiliser, selon la jeune entrepreneure, ce « papier miracle » pourrait aussi être utilisé dans les pays en développement où la population manque souvent de possibilités de conserver les marchandises périssables.
www.fenugreen.com

Montée en puissance de donateurs peu conventionnels

La relation entre poids économique et pouvoir politique ne cesse d'évoluer, ce qui a des incidences sur la coopération. Depuis dix ans environ, un nombre croissant de pays émergents, comme le Brésil, l'Inde ou l'Afrique du Sud, deviennent des donateurs importants, alors que l'aide était dominée jusque-là par les États membres de l'OCDE. Ils créent de nouvelles dynamiques et bousculent les règles du jeu. De Mirella Wepf.



Le Bangladesh peut compter sur l'aide de l'Inde pour créer son infrastructure de transports, notamment dans la capitale Dhaka.

Depuis 2002, l'Inde fait partie des dix principaux pays donateurs qui réalisent des projets de développement en Afghanistan. Elle finance également des infrastructures de transport au Bangladesh, la construction de maisons pour des réfugiés au Sri Lanka, des centrales hydroélectriques au Bhoutan et bien d'autres activités.

Le Brésil, de son côté, investit au Burkina Faso dans le renforcement du système de santé et la mise en place d'un programme de prévention du sida. En Angola, au Ghana ou au Mozambique, il octroie des crédits pour des projets d'infrastructures dans les transports, les télécommunications et la production d'électricité.

Depuis 2005, l'Afrique du Sud a offert des cours de formation continue à plus de mille diplomates, juges et fonctionnaires originaires du Soudan du Sud. Elle a accordé à la Zambie un crédit de 250 000 dollars pour la construction de cinq routes importantes. Le Swaziland, le Soudan et d'autres pays africains ont reçu de Pretoria une aide dans le domaine éducatif.

La coopération Sud-Sud prend l'ascenseur

Tous ces exemples ne correspondent pas forcément à l'image que le monde occidental se fait des pays émergents. D'autant plus si l'on sait qu'en Inde, près de 30% de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté et qu'au Brésil, cette proportion dépasse 20%. L'Afrique du Sud connaît, elle aussi, de sérieux problèmes de pauvreté et des taux de chômage très élevés. Malgré tout, la coopération au développement est de plus en plus pratiquée par des États eux-mêmes considérés jusqu'à récemment comme des pays en développement ou qui avaient atteint depuis un certain temps le statut de pays émergents. Outre les trois pays déjà cités, la Chine et la Russie font également partie des ténors de cette nouvelle donne. En 2011, ces cinq nouvelles puissances économiques se sont regroupées au sein du BRICS (voir en marge, p. 9).

Cependant, la Corée du Sud, la Turquie, la Thaïlande et d'autres nations émergentes progressent également. Elles exercent une influence croissante sur la politique économique et de développement à l'échelle mondiale. La part de la coopération Sud-Sud dans l'aide publique au développement augmente à toute allure. Selon un rapport publié en 2010 par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, elle atteignait 9,5% en 2008. D'autres sources la situent autour de 30%.

Conséquences pour la Suisse

La montée en puissance des pays émergents a aus-

si des répercussions sur le travail de la DDC. « Depuis une dizaine d'années, on sent nettement que ces pays jouent un rôle majeur », explique Michael Gerber, représentant spécial de la DDC pour le développement durable global post-2015.

M. Gerber a participé à la rédaction du message du Conseil fédéral concernant la coopération internationale de la Suisse 2013-2016. Ce texte, adopté l'automne dernier par le Parlement, définit les objectifs stratégiques de la DDC. « Les précédents messages Sud abordaient déjà le rôle des



Bruno Morandi/afaf

La Russie consacre plus d'un demi-milliard de dollars par an à l'aide au développement. Un tiers de ce budget finance des projets en Europe de l'Est et en Asie centrale (ci-dessus, l'Ouzbékistan).

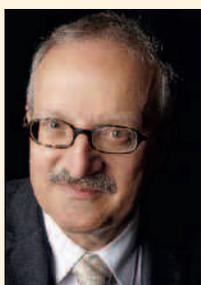


Sven Torinn/lat

Le Brésil soutient le Ghana dans le domaine des télécommunications...

Cinq questions à Michel Mordasini, vice-directeur de la DDC

Rester en contact pour faire bouger les choses



Un seul monde: Les pays émergents lient souvent leurs programmes de coopération au développement à des intérêts politiques et économiques. La DDC va-t-elle aussi le faire davantage?

Michel Mordasini: Non. Notre façon de travailler correspond déjà à nos propres intérêts. Nos prestations contribuent au développement durable et à l'atténuation de risques mondiaux tels que la crise de l'eau. Si d'autres pays se portent bien, cela profite à la Suisse. En outre, nous pouvons mettre en évidence nos valeurs et notre savoir-faire au niveau international, par exemple dans le domaine climatique.

Qu'est-ce que l'émergence de ces nouveaux acteurs change pour la DDC?

Depuis toujours, la DDC doit adapter son travail

à de nouvelles circonstances. Elle peut se prévaloir de résultats impressionnants dans les formes classiques de la coopération. Nous entendons poursuivre notre action dans ce sens, mais en la complétant constamment par de nouvelles méthodes, telles que les programmes globaux thématiques ou les projets trilatéraux. De plus en plus souvent, nous coopérons également avec des multinationales. Le fait est que la mondialisation rend notre travail plus complexe.

Les pays émergents n'ont pas toujours le même point de vue que la Suisse sur les droits de l'homme. Et pourtant, vous collaborez avec eux.

Je vous retourne la question: vaut-il mieux rester spectateur ou tenter de garder le contact et de faire bouger les choses?

pays émergents, mais beaucoup plus discrètement», observe M. Gerber. Il est persuadé que l'importance de ces pays continuera de croître. La Suisse coopère avec eux à différents niveaux : dans le cadre de programmes globaux, au sein d'organisations multilatérales et par des coopérations trilatérales, dans lesquelles elle s'associe à un pays émergent pour mener à bien des projets de développement dans un pays tiers.

Programmes stratégiques pour des défis mondiaux

Changement climatique, manque de sécurité alimentaire, pénurie d'eau, migrations et instabilité des marchés financiers sont autant de défis mondiaux que l'on ne peut pas résoudre uniquement par des lois et des mesures au niveau national. Ils requièrent des solutions transfrontalières.

Les pays et les catégories sociales les plus pauvres sont particulièrement exposés aux conséquences de ces risques. C'est pourquoi la DDC a mis sur pied – parallèlement aux formes traditionnelles de coopération au développement – des programmes globaux stratégiques sur ces sujets. Cela l'amène à renforcer sa coopération avec les pays émergents. En raison de leur croissance au-dessus de la moyenne, ces derniers font grossir la demande de matières premières et de denrées alimentaires. Ils entrent ainsi en concurrence avec la production locale de biens de consommation dans les pays en développement. Par ailleurs, leur essor écono-



...et il aide le Burkina Faso à mettre en place un programme de prévention du sida.

mique et leur rapide industrialisation ont un impact toujours plus massif sur le climat.

Coopération multilatérale

L'influence des pays émergents ne cesse de grandir au sein des organisations internationales. Cela tient notamment à la hausse des contributions financières qu'ils versent à ces institutions. Dans la

Le groupe BRICS

C'est Jim O'Neill, stratège à la banque Goldman Sachs, qui a inventé en 2001 le nom de BRIC – Brésil, Russie, Inde et Chine – dans une analyse sur les marchés d'avenir. Sept ans plus tard, ce sigle est devenu un plan concret en marge d'une rencontre entre la Chine, l'Inde et la Russie. Les BRIC ont tenu en 2009 leur premier sommet annuel. En 2011, l'Afrique du Sud a rejoint le groupe, rebaptisé BRICS («s» pour South Africa). Si son envergure économique n'est pas comparable à celle des quatre autres pays, l'Afrique du Sud revêt une grande importance stratégique, car elle est l'économie la plus puissante du continent. L'alliance est encore peu institutionnalisée par rapport à d'autres instances internationales. Les BRICS ont longtemps connu une croissance fulgurante, de l'ordre de 5 à 10%, mais eux aussi subissent les effets de la crise économique.

Avec quels pays émergents la Suisse travaille-t-elle surtout?

Dès lors qu'il y a de bonnes chances d'établir des partenariats thématiques, nous sommes très ouverts et souples. La Chine est l'un de nos principaux partenaires sur la question du changement climatique. Nous avons aussi des liens étroits avec l'Inde. Des pays comme la Colombie ou le Pérou prennent également de l'importance.

Quels sont les points forts de la coopération suisse?

La Suisse a de solides compétences dans les domaines de l'eau, de la sécurité alimentaire et de la protection du climat. Sa longue expérience fait de la DDC une facilitatrice appréciée, même si nous ne finançons pas nous-mêmes tous les projets. ■



La Suisse dispose de solides compétences et d'une grande expérience dans le domaine de l'eau.



Tarek Zuhairi/Photo/ist

La sécurité alimentaire est l'un des défis mondiaux qui requièrent des solutions transfrontalières. Ici, un champ de riz au Bangladesh.

Ruée sur les terres fertiles

Les terres agricoles des pays en développement sont devenues un bien convoité et font l'objet d'un commerce international. Les investisseurs viennent principalement de Chine, d'Inde ou d'Arabie saoudite. Cet « accaparement des terres » menace gravement la sécurité alimentaire. Près de la moitié des surfaces étaient déjà cultivées avant d'être vendues, ce qui signifie que les investisseurs étrangers font concurrence aux petits paysans locaux. Ce phénomène peut aussi mettre en péril les réserves d'eau. Afin d'améliorer la sécurité alimentaire, la FAO a adopté en 2012 des directives volontaires sur la gouvernance des régimes fonciers. www.fao.org, chercher « Gouvernance foncière »

mesure où l'on veut obtenir à l'échelle planétaire des décisions durables sur le plan social, écologique et économique, il vaut la peine d'établir avec ces nations une collaboration thématique de qualité. « Même un petit pays, comme la Suisse, peut jouer un rôle marquant dans l'élaboration de tels accords », relève Michael Gerber.

Ce fut le cas récemment, par exemple, des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale. La Suisse a participé dans une mesure déterminante à la rédaction de cet accord, adopté en mai 2012 à Rome par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Les directives sont une première étape vers la maîtrise du commerce mondial de terres agricoles.

Une aide qui sert les intérêts du bailleur de fonds

Toutefois, les pays émergents sont davantage qu'une nouvelle source d'argent. « Ils n'agissent pas comme les acteurs traditionnels de la coopération

au développement et appliquent des normes sensiblement différentes », constate la politologue sud-africaine Elizabeth Sidiropoulos. Spécialiste de la coopération pratiquée par les pays émergents, elle connaît en particulier l'engagement de son pays dans ce domaine. « Les nations occidentales mettent en avant des motifs plutôt altruistes. De leur côté, les pays émergents du Sud et de l'Est ont moins de scrupules à établir un lien explicite entre leur aide et leurs propres intérêts, car il en résulte des situations dans lesquelles chaque partenaire est gagnant. » Michael Gerber confirme ce constat : « Pour un pays émergent qui doit lui-même affronter de sérieux problèmes de pauvreté, un engagement purement humanitaire à l'étranger serait sans doute difficile à défendre face à son opinion intérieure. »

Par ailleurs, ces nouveaux donateurs font moins dépendre leur engagement de conditions portant par exemple sur l'amélioration des structures démocratiques ou le respect des droits humains dans le pays bénéficiaire. « Ils tendent à respecter davantage la souveraineté nationale du pays parte-



Carlos Lituko/Redux/laif

La Chine investit beaucoup dans des projets d'infrastructures en Afrique orientale. Elle est l'un des principaux donateurs actifs au Mozambique.

naire », note M^{me} Sidiropoulos. La troisième différence importante concerne la manière d'aborder la transparence, l'évaluation et l'obligation de rendre des comptes dans la coopération au développement. Le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE constitue à cet égard un forum important.

Attitudes différentes

Les donateurs traditionnels se regroupent au sein du CAD pour accroître l'efficacité de leurs efforts communs et coordonner leurs travaux. Jusqu'à présent, les membres du BRICS et la plupart des autres pays émergents agissent à l'extérieur de cette structure. Ils le font en partie délibérément, car le CAD leur paraît trop occidental et dominé par les nations riches. « Mais ces nouveaux acteurs n'ont pas tous une attitude identique », constate Elizabeth Sidiropoulos. Certains d'entre eux ont ainsi adopté sans réserve les obligations et les objectifs contenus dans la Déclaration de Paris, élaborée par le CAD, et dans le Programme d'action d'Accra.

Le 4^e Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, qui s'est tenu en 2011 à Busan (Corée du Sud), a marqué un tournant vers une meilleure coopération entre anciens et nouveaux acteurs – parmi lesquels figurent aussi les donateurs privés, comme la Fondation Bill et Melinda Gates. Au terme de trois jours de débats, les participants se sont mis d'accord sur un cadre commun pour l'avenir de la coopération.

Cependant, estime Michael Gerber, « cela restera un défi considérable dans les prochaines années d'orchestrer le plus efficacement possible le travail des différents acteurs sur le plan international et de concilier leurs points de vue ». ■

(De l'allemand)

La conférence de Busan

Appropriation, harmonisation, transparence, orientation sur les résultats et redevabilité mutuelle. Tels étaient les thèmes principaux du 4^e Forum mondial sur l'efficacité de l'aide, qui s'est tenu fin 2011 à Busan (Corée du Sud). Toutes les parties prenantes – donateurs traditionnels, coopérations Sud-Sud, pays émergents, organisations de la société civile et fondations privées – se sont entendues sur une déclaration commune afin d'accroître leur efficacité. La Suisse, comme les autres, doit maintenant élaborer un plan d'action qui lui permettra de remplir ses obligations à l'égard de ce nouveau partenariat mondial.

www.oecd.org/fr/cad, « Efficacité de l'aide »

Évacuer les eaux usées à moindre coût

Grâce à une coopération trilatérale, plusieurs villes du Nicaragua sont en train d'améliorer leurs réseaux d'égouts. Le Brésil fournit le savoir-faire technique. La Suisse apporte sa longue expérience des projets liés à l'eau dans ce pays d'Amérique centrale ainsi que son tissu relationnel. Le Nicaragua, quant à lui, se charge des réformes institutionnelles et du renforcement des capacités.

(mw) Le Nicaragua est, après Haïti, le deuxième pays le plus pauvre d'Amérique latine. Selon la Banque mondiale, son produit intérieur brut par habitant s'élevait en 2011 à un peu moins de 1300 dollars. En comparaison, celui de la Suisse atteint quelque 80 000 dollars. La DDC est présente depuis plus de trente ans dans ce « pays aux mille volcans ».

Outre la promotion des petites et moyennes entreprises, ainsi que des interventions dans les domaines de la gouvernance et des finances publiques, la coopération suisse se concentre aujourd'hui sur le développement de services publics locaux et sur des projets d'infrastructures. Elle accorde une priorité importante à l'approvisionnement en eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène. Étant engagée depuis longtemps dans ce pays, la DDC dispose d'un réseau stable de relations et d'une précieuse expérience.

Aide à des petites villes

Le Parlement suisse a décidé en février 2011 d'accroître le montant de l'aide publique au développement, pour le porter en l'espace de cinq ans à 0,5% du revenu intérieur brut. « Au Nicaragua, nous avons voulu consacrer cet apport supplémentaire de fonds à des projets innovants », explique Hubert Eisele, chef du bureau de la coopération à Managua.

Tandis qu'il est relativement facile pour les grandes villes de financer la réalisation d'un réseau d'égouts,



Pour résoudre leur problème d'évacuation des eaux usées, de petites villes nicaraguayennes collaborent avec la Suisse et le Brésil (en bas).

les agglomérations qui comptent entre 2000 et 10 000 habitants ne sont souvent pas en mesure de le faire, car le coût par tête est trop élevé. « La Suisse est actuellement le seul pays donateur à occuper ce créneau », remarque M. Eisele. Elle collabore pour cela avec le Brésil. « Dans le cadre d'un projet, nous nous employons notamment à tester dans des communes pilotes un système d'égouts meilleur marché, qui devrait permettre aux petites localités d'accéder à des crédits pour l'évacuation de leurs eaux usées. »

Ce système, nommé *alcantarillado condominial* (réseau d'égouts commun), a été développé au Brésil dans les années 80 et s'utilise maintenant avec succès dans d'autres pays sud-américains. Urs Hagnauer, chef opérationnel des projets de la DDC portant sur l'eau et l'hygiène en Amérique centrale, en décrit le principe : « Les conduites sont enfouies à une profondeur plus faible que les canalisations traditionnelles. Elles passent près des habitations, et non pas au milieu de la rue, comme cela se fait d'habitude. » La conception détaillée s'élabore localement, chaque quartier étant traité comme une unité en soi. « On peut par conséquent utiliser des tuyaux plus petits et faire des économies sur les raccordements. »

Recyclage de réfrigérateurs

Il arrive que la DDC s'engage également au Brésil même. Elle y soutient par exemple un projet innovant de recyclage de réfrigérateurs dans le cadre de son programme global Changement climatique. Dans nombre de pays en développement ou émergents, les frigos usagés sont simplement jetés à la ferraille, de sorte qu'ils libèrent dans l'atmosphère des gaz hydrochlorofluorocarbures (HCFC) extrêmement nocifs pour le climat. Une première usine spécialisée a été mise en service en 2010 dans l'État de São Paulo. Elle apporte des améliorations d'ordre économique, social et écologique. Son financement est assuré par la vente de certificats climatiques aux entreprises désireuses de compenser leurs émissions de CO₂. La DDC tient compte de l'importance croissante du climat dans la coopération et du rôle moteur que joue le Brésil – première puissance économique d'Amérique latine – dans l'élaboration de solutions régionales et internationales.

DDC (2)



Responsabilité partagée

Cependant, il y a quelques obstacles à surmonter. Par exemple, on doit poser parfois des tuyaux à travers un jardin privé. « Pour éviter des querelles, il est important d'associer d'emblée la population au travail de planification. » De plus, la responsabilité du système incombe non seulement au service des eaux, mais également aux propriétaires des immeubles (le terme *condominium*, qui vient du latin, signifie souveraineté exercée en commun). « Ceux-ci peuvent réaliser eux-mêmes de petits travaux d'entretien, ce qui diminue les frais d'autant. »

Des expériences faites dans d'autres pays montrent que l'*alcantarillado condominial* est environ 40% meilleur marché qu'un réseau d'égouts ordinaire. La DDC a découvert ce système en 2010 lors d'un séminaire sur le secteur de l'eau à Lima, capitale du Pérou : le programme comprenait la visite d'une commune qui s'était équipée de cette méthode d'évacuation. Des premiers contacts ont alors été établis avec des experts brésiliens et avec l'Agence brésilienne de coopération (ABC).

Des partenaires très motivés

La première étape consiste à installer des réseaux de ce type dans les petites villes de La Dalia et Rancho Grande. C'est l'occasion pour des artisans nicaraguayens de se familiariser avec le système. Les spécialistes brésiliens se sont rendus une première



Le nouveau réseau d'égouts ne profite pas qu'aux ménages. Son installation fournit du travail aux artisans locaux qui suivent une formation à cette fin (en bas).

fois sur place en février 2012 pour se faire une idée des conditions locales. « La coopération fonctionne très bien jusqu'ici », constate M. Eisele. « Nicaraguayens et Brésiliens s'entendent parfaitement et les deux parties sont extrêmement motivées. »

Les autorités nicaraguayennes, pour leur part, sont en train d'adapter la législation nationale et locale, afin que ce système puisse être mis en œuvre dans de bonnes conditions. La Suisse prend à sa charge presque les deux tiers des coûts (soit 2,95 millions de dollars), le Nicaragua 28% (1,3 million) et le Brésil 7% (300 000 dollars).

Pour Wilhelm Meier, ambassadeur de Suisse au Brésil, ce projet est un bel exemple de coopération triangulaire : « L'exploitation de synergies et l'échange de connaissances semblent fructueux. » Fernando José Marroni de Abreu, directeur de l'ABC, partage cet avis : « La Suisse et le Brésil se complètent bien. » La première jouit d'une très longue expérience de la coopération au développement, alors que le second n'est actif dans ce secteur que depuis dix à douze ans. Si ses moyens financiers sont encore limités, le Brésil dispose d'un vaste savoir-faire technique. « Je pense que ces deux pays ont le potentiel nécessaire pour entreprendre de nombreuses autres coopérations trilatérales », ajoute M. Marroni de Abreu. ■

(De l'allemand)



DDC (2)

Le Nicaragua, pays d'émigration

Selon le Programme des Nations Unies pour le développement, 48% de la population nicaraguayenne vit en dessous du seuil de pauvreté, 1,5 million de personnes sont sous-alimentées et la mortalité des enfants de moins de cinq ans atteint 31 pour mille (4,4 en Suisse). Le Nicaragua connaît certes une certaine croissance économique, mais les ouragans, les séismes et, plus récemment, le changement climatique, s'acharnent à anéantir ses progrès. Dans un tel contexte, l'aide internationale est d'autant plus nécessaire. Les transferts d'argent des émigrants constituent une autre source importante de revenus. La Banque centrale les a chiffrés à 911 millions de dollars en 2011, un montant que certains experts estiment bien plus élevé encore.

Protection contre la rupture de lacs glaciaires en Chine

Pour affronter le changement climatique et ses répercussions, une coopération étroite doit s'établir entre pays riches et pauvres. C'est pourquoi la coopération suisse au développement ne se concentre pas seulement sur les plus démunis, mais également sur des pays émergents, comme l'Inde, le Pérou ou la Chine. Ainsi, des spécialistes suisses et chinois travaillent main dans la main afin d'atténuer les risques de vidange soudaine de lacs glaciaires.



Geotest

La caravane d'experts suisses et chinois en route vers le glacier du Kyagar.

Les rejets de CO₂ par la Chine

Les émissions mondiales de gaz carbonique ont augmenté de 3% en 2011 pour atteindre 34,7 milliards de tonnes. Tandis que la Chine et l'Inde marquaient des progressions respectives de presque 10% et 7,5% par rapport à 2010, ces rejets ont diminué de 2,8% dans l'UE et de 1,8% aux États-Unis. Plus d'un quart des émissions mondiales étaient imputables à la Chine, 16% aux États-Unis, 11% à l'UE et 7% à l'Inde. Si on les répartit par habitant, le tableau est différent : la Chine émet 6,6 tonnes par habitant, un niveau qui reste inférieur à celui de l'UE (7,3 t) et loin derrière celui des États-Unis (17,2 t). Le volume est de 1,7 tonne en Inde. Il ne faut pas oublier en outre que la Chine produit énormément pour l'Occident, lequel délocalise ainsi en quelque sorte ses rejets de CO₂.

(mw) La vallée inhabitée de Shaksgam se trouve à l'extrême ouest de la Chine, non loin du K2, le deuxième sommet le plus haut du monde. Elle est traversée par le glacier du Kyagar, situé à 4750 mètres d'altitude. Une équipe suisse d'experts, placée sous la direction de la société Geotest, s'est rendue sur place. Il lui a fallu vingt jours à dos de chameau pour atteindre le glacier.

Le Kyagar forme un barrage naturel qui retient un affluent de la rivière Yarquand. « Un lac se reforme constamment à l'arrière du glacier », explique Christoph Haemmig, collaborateur de Geotest. Son volume actuel est estimé à 22 millions de mètres cubes. Si cette masse d'eau brisait la glace, elle se déverserait dans le bassin de la Yarquand. Environ 22 heures plus tard, les crues menaceraient les oasis du désert de Taklamakan, à 560 km en aval, où vivent en majorité des Ouïgours.

Délégation chinoise sur le glacier de Grindelwald

Cinq ruptures de lacs glaciaires se sont produites au cours de la décennie écoulée. Elles ont coûté des vies humaines et provoqué des dégâts considérables aux infrastructures. Il n'existait jusqu'à présent aucun système d'alerte ni des cartes détaillées des dangers pour le million d'habitants exposés à de tels risques. Cela changera d'ici fin 2013 grâce à un projet qui regroupe, côté suisse, la DDC, l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), Geotest, plusieurs hautes écoles et la plate-forme nationale « Dangers naturels » (Planat). Côté chinois, une demi-douzaine d'institutions nationales et régionales participent aux travaux.

Ce projet a vu le jour notamment grâce à une relation professionnelle et personnelle de longue date entre Andreas Götz, vice-directeur de l'OFEV,

et Chen Lei, ministre chinois de l'eau. Avant d'entrer au gouvernement, ce dernier dirigeait l'autorité chargée de l'aménagement des rivières dans le Xinjiang. À ce titre, il avait été confronté aux crues de la Yarkand.

Une délégation chinoise est d'abord venue observer le système de surveillance mis en place sur le glacier de Grindelwald, où le réchauffement climatique a également augmenté le risque de crues. Le projet sur la Yarkand a été lancé en 2010 et dure trois ans. La DDC a pris en charge son financement et sa réalisation sur la base du réseau de relations qu'elle entretient dans le pays.

Coopération intensive avec la Chine

La Suisse coopère avec la Chine à différents niveaux. Un accord important a été passé en 2009 dans le secteur environnemental: Moritz Leuenberger, alors ministre de l'environnement, et Chen Lei sont convenus de travailler ensemble dans les domaines de la gestion durable de l'eau, de la prévention des dangers naturels et du changement climatique. Cela incluait notamment l'échange de connaissances, des visites de travail, des recherches conjointes, des projets pilotes et une collaboration à l'échelle internationale.

La coopération au développement, elle aussi, a fait l'objet de plusieurs accords. Ainsi, les ministères des affaires étrangères des deux pays ont adopté en 2007 une déclaration d'intention concernant le dialogue en matière de coopération et d'aide humanitaire. Un autre texte, signé en 2011 avec le ministère du commerce, servira de base à des projets dans certaines régions de Chine et au dialogue sur la politique de développement.

La Chine est l'un des principaux partenaires de la DDC en ce qui concerne son programme global Changement climatique. Cela est dû d'une part à son influence politique mondiale et d'autre part au fait qu'elle est devenue l'un des premiers émetteurs de CO₂. La DDC tente en Chine – comme dans d'autres pays partenaires – d'appuyer l'élaboration de normes nationales et régionales. Elle lance par ailleurs des projets pilotes innovants qui, idéalement, pourront être repris ailleurs et fournir des repères utiles pour les décisions politiques.

Radars, satellites et téléphones portables

La surveillance des crues et du climat sur la Yarkand fait partie de ces projets clés. À l'automne 2012, les spécialistes ont installé près du lac deux caméras et des appareils servant à mesurer la température, l'humidité de l'air et d'autres paramètres climatiques. Le niveau de l'eau peut aussi s'observer par des satellites. « Environ 200 km en aval, nous avons installé des capteurs radars qui, en cas de crue



Depuis septembre 2012, des appareils de mesure fournissent quotidiennement des données climatiques sur le glacier et le lac.

subite, déclenchent l'alarme sur les téléphones portables des responsables dans la vallée», explique M. Haemmig. Les habitants d'un village tadjik proche surveillent et entretiennent l'installation. La transmission des données s'effectue encore par des serveurs suisses, mais elle sera prise en charge par la Chine d'ici la fin de l'année.

Parallèlement, des spécialistes suisses des satellites élaborent, en utilisant des relevés chinois, un modèle topographique numérique qui sert à établir des cartes des dangers et donc à planifier l'occupation du territoire. Il s'agit également d'intensifier les transferts de connaissances au niveau scientifique. « Nous essayons actuellement d'associer à ce travail des universités chinoises, afin de leur transmettre nos connaissances, mais aussi de tirer parti de leur savoir-faire », note Christoph Haemmig.

Des premiers contacts ont été établis – par exemple avec un glaciologue de l'Institut de recherche du plateau tibétain, à Pékin. Il se pourrait que d'autres projets de surveillance voient le jour, sur la base des expériences faites jusqu'ici. ■

(De l'allemand)

Protection des populations et du climat

L'Inde, le Pérou et l'Afrique du Sud font également partie des pays prioritaires de la DDC en ce qui concerne son programme global Changement climatique. La Suisse y soutient des activités relevant de l'adaptation au réchauffement climatique, de l'efficacité énergétique et de la protection de l'air, ainsi que des systèmes destinés au suivi de la politique énergétique. La diffusion par la DDC de fours à briques peu gourmands en énergie en est un exemple remarquable. Cette technologie d'origine chinoise, une fois adaptée au contexte local, a été introduite dans une douzaine de pays d'Asie et d'Amérique latine ainsi qu'en Afrique du Sud. Rien qu'au Vietnam, plus de 300 fours réduisent les émissions de CO₂ de quelque 150 000 tonnes.

« L'Afrique du Sud est le géant du continent »

L'Afrique du Sud est le seul représentant du continent noir au sein du G20 et du groupe BRICS, ce qui lui confère un statut particulier. Dans un entretien avec Mirella Wepf, la politologue sud-africaine Elizabeth Sidiropoulos décrit la position qu'occupe son pays en Afrique et dans le monde. Elle brosse un tableau de la coopération au développement pratiquée par Pretoria.



Julien Chatelet/laif



Elizabeth Sidiropoulos est directrice de l'Institut sud-africain des affaires internationales (SAIIA) et rédactrice en chef du *South African Journal of International Affairs*. Ses recherches portent en particulier sur la politique étrangère sud-africaine et l'influence exercée par les pays émergents en Afrique. Cette politologue est coéditrice et co-auteur de l'ouvrage *Development Cooperation and Emerging Powers*, paru en 2012.

La coopération sud-africaine s'engage dans le secteur de la sécurité. Elle soutient notamment la formation des policiers au Burundi.

Un seul monde: Dans quels domaines la coopération sud-africaine s'engage-t-elle?

Elizabeth Sidiropoulos: Elle met l'accent notamment sur le renforcement des capacités pour la résolution de conflits et dans les services publics. S'y ajoutent des formations dans le secteur de la sécurité – par exemple l'instruction de la police au Burundi et au Rwanda – ainsi que de petites contributions financières pour des infrastructures. Nous finançons de nombreux projets dans le cadre de coopérations trilatérales. Parmi nos partenaires figurent le Canada, la Suède et la Norvège. Il faut aussi souligner l'importance des efforts consentis pour créer en Afrique des espaces économiques autonomes et mieux fidéliser les investisseurs du Nord par des droits de douane et des régimes fiscaux équitables. L'Afrique du Sud investit également beaucoup dans des projets culturels, afin d'aider les populations du continent à prendre conscience de leur propre valeur. Une aide subs-

tantielle avait été octroyée aux précieuses bibliothèques de Tombouctou (Mali). Malheureusement, les hostilités dans cette région ont conduit à la destruction de nombreux trésors.

Quelles sont les forces et les faiblesses de la coopération sud-africaine?

L'histoire de notre pays, qui a réussi une transition pacifique vers la démocratie, nous procure un important capital d'expérience et de crédibilité pour la résolution de conflits et les processus d'après-conflit. Nos principaux points faibles portent actuellement sur la synthèse stratégique et le suivi des activités.

À combien se monte l'aide de Pretoria?

Le Fonds pour la renaissance africaine et la coopération internationale dépense actuellement quelque 500 millions de rands, soit 42 millions d'euros, par an. À cela s'ajoutent les prestations

d'autres ministères, comme les départements de l'agriculture, de l'éducation ou du service public. C'est peu en comparaison de grands donateurs comme la Grande-Bretagne avec son budget de presque 10 milliards d'euros, mais c'est beaucoup pour notre pays.

L'Afrique du Sud vise-t-elle une position de leader sur le continent ?

Oui. Son économie est très développée par rapport au reste de l'Afrique. Le PIB de 48 des 54 États africains se situe entre 4 et 100 milliards de dollars, alors que le nôtre dépasse 550 milliards. L'Afrique du Sud est donc un géant sur le continent. Mais nous ne pourrions pas rester durablement prospères dans un contexte économiquement faible et fragile. Nous avons besoin de marchés performants et de stabilité.

Son attitude vaut aussi à l'Afrique du Sud une réputation de nouvel impérialiste.

Le même reproche est adressé aux États-Unis. On est content d'avoir un partenaire solide, mais on a peur que les intérêts du « grand frère » prennent le dessus. Une crainte partiellement justifiée. Mais je trouve que, dans l'ensemble, l'Afrique du Sud assume son rôle de manière très responsable.

Depuis peu, l'Afrique du Sud est membre du BRICS. Que peut atteindre cette instance ? Votre pays – qui est de loin le plus petit du groupe – ne risque-t-il pas de s'y perdre ?

Ce groupe créé en 2009 est encore très jeune et il est difficile de faire un bilan. Certains résultats sont toutefois perceptibles. Rien que dans le cadre des relations commerciales entre ces cinq pays, les frais de transaction ont énormément diminué. Le contact direct court-circuite le dollar en tant que devise commerciale. Par ailleurs, le BRICS envisage de créer sa propre banque de développement, non pas pour concurrencer la Banque mondiale, mais pour la compléter. À côté des géants russe, indien et chinois, les petits partenaires que sont l'Afrique du Sud et le Brésil ont un rôle intéressant à jouer : ils ne sont guère perçus comme des rivaux et peuvent assumer une fonction de médiation ou faire valoir de nouveaux points de vue. L'Afrique du Sud aide le groupe lors de négociations au sein du G20 et d'autres instances internationales.

Qu'est-ce qui différencie les nouveaux donateurs des acteurs traditionnels de la coopération ?

Pour un pays en développement, il est profitable d'avoir des partenaires complémentaires et surtout



Camille Felt NYT/Redux/Alar

Par des actions telles que son appui aux bibliothèques de Tombouctou, l'Afrique du Sud veut améliorer l'estime de soi à travers le continent.

variés. Cela atténue sa dépendance à l'égard du Nord. De plus, certains donateurs émergents apportent des compétences particulières. Le savoir de l'Inde sur les technologies de l'information et de la communication s'est avéré très précieux dans le domaine de la télémédecine, par exemple. La Chine jouit d'une grande expérience en matière d'infrastructures. Certes, les nouveaux donateurs ont aussi leurs lacunes, mais ils ont déclenché un débat opportun qui fait également bouger les États de l'OCDE.

Comment l'architecture de la coopération internationale doit-elle évoluer pour mieux associer anciens et nouveaux partenaires, pour être plus efficace ?

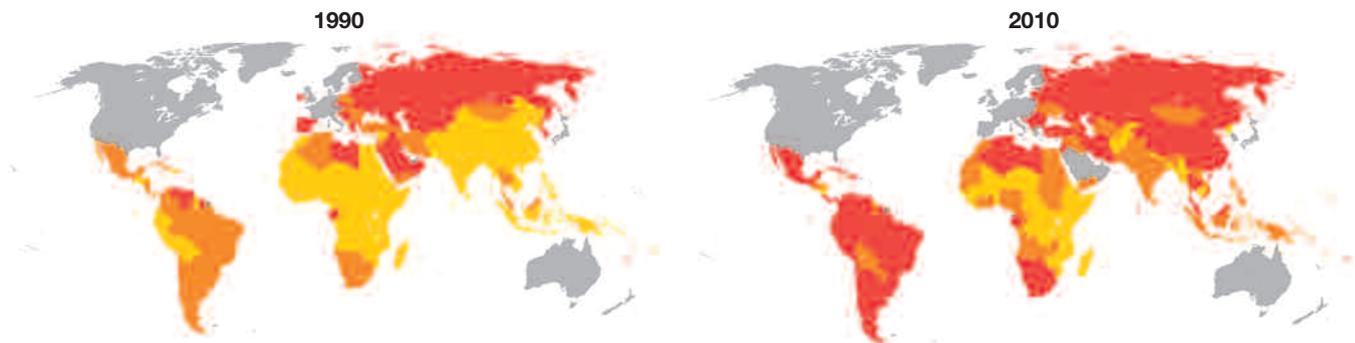
Il subsiste au Sud une méfiance à l'égard du Nord. Nombre de nouveaux acteurs prennent leurs distances par rapport à l'OCDE et au CAD. L'Afrique du Sud est plutôt une exception sur ce plan. Il faudrait un nouveau forum international, à la fois reconnu et efficace. Je souhaiterais que l'Inde, le Brésil et la Chine entre autres s'engagent plus résolument sur cette voie. La conférence de Busan a opéré un premier rapprochement, mais celui-ci n'est de loin pas suffisant. Le paysage de la coopération risque de rester fragmenté encore longtemps. ■

(De l'anglais)

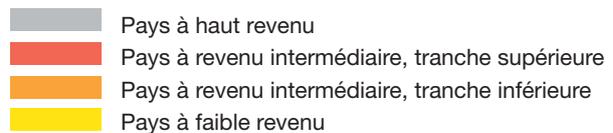
Essor de l'aide après la fin de l'apartheid

L'apartheid a pris fin dans les années 90, après avoir sévi pendant quarante ans, et il a fait place à un système plus démocratique. L'Afrique du Sud pratique la coopération au développement, surtout en faveur des pays voisins, depuis les élections de 1994. Cependant, des actions ponctuelles avaient été déjà entreprises du temps de l'apartheid, essentiellement dans le but de rompre l'isolement diplomatique. Le gouvernement actuel considère que la prospérité de la nation est indissolublement liée au développement économique des États de la région. Inversement, le FMI a estimé en 2005 que 1% de croissance en Afrique du Sud – première économie du continent – entraîne une progression de 0,5 à 0,75% dans les autres pays subsahariens.

Faits et chiffres



De nombreux États du Sud et de l'Est ont connu une forte croissance économique depuis 1990. Ils sont devenus des pays émergents, voire industrialisés.



Chiffres clés

- Les pays du BRICS totalisent 3 milliards d'habitants, soit 40% de la population mondiale.
- Deux tiers des individus disposant de moins de 2 dollars par jour vivent dans un pays émergent.
- En 2012, le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine ont réalisé ensemble un produit intérieur brut (PIB) estimé à quelque 14,6 billions de dollars. Ce chiffre est encore inférieur aux 15,7 billions des États-Unis, mais les pays émergents affichent des taux de croissance nettement plus élevés.
- Selon des estimations du Programme des Nations Unies pour le développement, les pays émergents contribuent pour plus de 9,5% au total mondial de l'aide publique au développement. Leur apport a doublé au cours de la dernière décennie.
- L'aide de la Chine se situe – selon les estimations – entre 2 et 4 milliards de dollars par année et celle de l'Inde à environ 750 millions. À titre de comparaison, la Suisse a prévu de libérer près de 3 milliards de francs par année pour la période 2013-2016.

Liens

Rapport du dernier sommet du BRICS
www.bricsindia.in/fourthsummit.html, « Fourth Summit New Delhi », « Documents of interest »

Fonds monétaire international: *New Growth Drivers for Low-Income Countries: The Role of BRICs*, IMF Policy Paper, 12 janvier 2011
www.imf.org, chercher « role of BRICs »

Message concernant la coopération internationale de la Suisse 2013-2016, février 2012, notamment chapitre 1.2.1
www.ddc.admin.ch/fr/Dossiers/Message_2013_2016

Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE
www.oecd.org/dac

4^e Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, à Busan
www.aideeffectiveness.org/busanhlf4

Publications

« Dossier – L'aide bousculée. Pays émergents et politiques globales », *Revue internationale de politique du développement*, n° 3-2012, Institut de hautes études internationales et du développement; téléchargement ou commande de la version imprimée: <http://poldev.revues.org/890>

Michel Gressot: « Coopération au développement triangulaire et politique étrangère: simple avatar de la coopération bilatérale ou nouvel instrument pour une coopération publique 'globale' ? », *Politorbis*, n° 46, www.eda.admin.ch/politorbis

Richard Gerster: *La coopération entre la Suisse et l'Inde: au-delà des clichés de la pauvreté et du miracle économique*, éditions Favre, Lausanne, 2008

« Aufstieg neuer Mächte. Die Bric-Staaten im Porträt », *NZZ Fokus*, n° 52, 2012



Albanro Bolognini/FotoA3.com

Des familles déchirées par les conflits frontaliers

Le Tadjikistan est le pays le plus pauvre d'Asie centrale. De plus, un conflit régional l'oppose en particulier à l'Ouzbékistan, au sujet de l'exploitation de la force hydraulique. Tant les régions frontalières que la capitale Douchanbé souffrent de ce différend persistant. Régulièrement, le puissant voisin ferme les conduites de gaz, réduit les livraisons d'électricité ou bloque les convois ferroviaires. De Marcus Bensmann*.



Michael Martin/af

Le Tadjikistan est un pays montagneux. Plus de la moitié de son territoire se situe au-dessus de 3000 mètres d'altitude, comme ici le massif du Pamir.

C'était un beau jour de mars. Le soleil réchauffait la terre gorgée d'eau et prête à accueillir les semis. À Rabot, village du nord du Tadjikistan, Rachid Omarov a pris son bâton préféré pour faire sortir les deux vaches de la famille de l'étable et les mener à la pâture. À dix ans, il savait où leur trouver de l'herbe tendre et appétissante : près de l'aéroport abandonné, non loin de la frontière. Les tours de guet des garde-frontières ouzbeks se profilaient à l'horizon comme des insectes noirs perchés sur de longues pattes.

Le jeune garçon n'est jamais rentré à la maison. En voyant une vache revenir la patte en sang, Rachmon Omarov a aussitôt compris ce qui s'était passé. Il venait d'entendre l'explosion d'une mine et, paniqué, s'était mis à chercher son fils. Deux années auparavant, cet homme avait déjà perdu deux

proches qui ramassaient du bois de feu sur la frontière.

«J'ai ramené le corps de mon fils d'Ouzbékistan», se souvient le père, les yeux embués de larmes. «Si seulement Rachid m'avait écouté.» Il lui avait interdit de s'approcher de la frontière. Battue par le vent, la ferme est le dernier bâtiment du hameau. Au-delà, c'est la frontière ouzbèke, avec ses barbelés et ses miradors.

Un différend vieux de vingt ans

Bien que le Tadjikistan et l'Ouzbékistan ne soient pas en guerre, la frontière qui les sépare est devenue un piège mortel. Depuis que le gouvernement ouzbek a décidé de la miner, par crainte des terroristes qui sévissaient en 2000, plus de septante personnes ont perdu la vie et quatre-vingts ont été

Le Tadjikistan en bref

Capitale

Douchanbé

Superficie

143 100 km²

Population

7,6 millions

Espérance de vie

66,5 ans

Ethnies

Tadjiks : 80%
Ouzbeks : 15%
Russes, Kirghizes
et autres : 5%

Religions

Sunnites : 85%
Chiites : 5%
Autres : 10%

Produits d'exportation

Aluminium, électricité, coton, fruits, huile végétale, textiles

Secteurs économiques

Environ 50% de la population active travaille dans l'agriculture, 12% dans le secteur industriel et 38% dans les services





Nick Hannes/Reporters/af
Marcus Beermann



Dans le nord-est du Tadjikistan, les groupes ethniques – ici des Kirghizes – sont aussi variés que les couleurs des tissus vendus sur les marchés locaux.

La centrale qui fâche

Le conflit pour l'eau ne cesse d'empoisonner les relations ouzbéko-tadjikes. Le Tadjikistan prévoit de terminer la construction de la centrale de Rogun, commencée à l'ère soviétique. Le barrage se situe sur un affluent de l'Amou-Daria, fleuve qui traverse l'Ouzbékistan et le Turkménistan avant de se jeter dans la mer d'Aral. Avec une capacité prévue de 3600 mégawatts, Rogun deviendrait l'une des plus grandes centrales hydroélectriques du monde. Le Tadjikistan entend ainsi résoudre ses problèmes énergétiques et exporter du courant vers le Pakistan et la Chine. Il n'est toutefois pas en mesure de réunir à lui seul les fonds nécessaires à ces travaux. Craignant d'être privé d'eau, l'Ouzbékistan fait pression sur le Tadjikistan en bloquant le trafic ferroviaire et en fermant le robinet du gaz. Le président ouzbek Islam Karimov a déclaré l'an dernier que l'achèvement du barrage constituerait un « danger de guerre ». La Banque mondiale doit livrer une étude sur ce projet.

blessées. Toutes étaient des civils, des femmes ou des enfants qui menaient le bétail au pré ou cherchaient du bois.

Ce *no man's land* est la conséquence la plus cruelle d'un différend frontalier qui oppose toujours, plus de vingt ans après leur indépendance, ces deux anciennes républiques soviétiques. C'est surtout la population du Tadjikistan, pays le plus pauvre d'Asie centrale, qui souffre du conflit avec l'Ouzbékistan, dont le territoire encercle tout l'Ouest tadjik, du massif du Pamir à la frontière afghane.

Dans l'étau ouzbek

Le Tadjikistan se trouve dans une véritable impasse. À l'Est, le massif du Pamir bloque le passage. Même les routes de transit, que la Chine a construites à travers les montagnes, n'offrent guère d'ouverture. Au sud, c'est l'Afghanistan, avec ses dangers, qui barre les voies commerciales. Tout ce qui relie ce pays montagneux au reste du monde passe donc par l'Ouzbékistan, à savoir les routes, les voies ferrées, les lignes électriques et les gazoducs importants.

L'Ouzbékistan resserre toujours plus l'étau, réduisant les espaces de liberté qui subsistent encore. Le différend porte sur l'énergie hydraulique, que le Tadjikistan souhaite développer. Pour passer d'un pays à l'autre, il faut un visa et aucun vol direct ne les relie depuis des décennies. Pourtant, ne serait-ce que dans la plaine de Fergana, densément peuplée, les frontières du Tadjikistan, du Kirghizstan et de l'Ouzbékistan forment un réseau des plus enchevêtrés.

De plus, le Kirghizstan abrite des enclaves ouzbèkes et tadjikes. En janvier, une querelle frontalière s'est envenimée entre l'enclave ouzbèke de Sokh et les villages kirghizes qui l'entourent. Depuis, cette enclave fait l'objet d'un blocus. Les conflits frontaliers ne sèment pas seulement la mort, ils déchirent aussi des familles.

Kachibaroun Tadjibajeva ne peut plus voir ses deux filles et ses petits-enfants. À 54 ans, cette Tadjike bien en chair habite la maison de son mari décédé, dans un petit village du nord du Tadjikistan. La ferme d'un étage, peinte en bleu et blanc, dispose d'un jardin soigné, au centre duquel se dresse un abricotier. On aperçoit les contreforts enneigés du Pamir à l'horizon. Assise dans une pièce garnie de tapis colorés, Kachibaroun sirote du thé. Même si, à fin janvier, l'hiver a perdu de sa rigueur, il fait humide et frais à l'intérieur.

Des familles déchirées

Les villages tadjiks n'ont plus de gaz depuis longtemps et l'électricité n'arrive que quelques heures par jour, le matin et le soir. On chauffe au bois, au charbon et au fumier, en ne faisant généralement du feu que dans une seule pièce. L'Ouzbékistan ferme régulièrement le robinet du gaz, restreint les livraisons d'électricité et bloque le trafic ferroviaire. La pénurie d'énergie ne touche pas seulement les villages : même à Douchanbé, la capitale, les gens passent souvent leur soirée à la lueur des bougies dans des appartements glacés.

Kachibaroun s'est habituée au froid, mais pas au fait de ne plus voir ses deux filles et ses petits-enfants.

Originaire de l'enclave ouzbèke de Sokh, dans le sud-ouest du Kirghizstan, elle a épousé Abdukarim, Tadjik lui aussi, peu avant l'effondrement de l'Union soviétique. Parmi les Tadjiks, on se marie souvent au sein de la parentèle, afin de renforcer les liens familiaux.

Dans cette enclave ouzbèke, 99% de la population appartient à l'ethnie tadjike. La rivière Sokh, qui l'arrose, prend sa source au pied des contreforts du Pamir et traverse la province de Bakten, dans le sud du Kirghizstan, avant d'atteindre l'Ouzbékistan. À l'époque soviétique, les frontières étaient purement administratives et ne constituaient donc pas un obstacle. Les habitants de l'enclave pouvaient se rendre dans les républiques ouzbèke et kirghize pour travailler ou faire leur marché. Rien ne les empêchait non plus d'aller étudier dans une haute école tadjike.

La chute de l'Union soviétique a mis fin à cette liberté. Lorsque le frère de Kachibaroun est décédé en 2004, toute la famille résidant au Tadjikistan a voulu se rendre à Sokh, à bord d'un minibus, pour assister à l'enterrement. Le véhicule a été refoulé à la frontière. Malgré les difficultés, les deux groupes de la famille tenaient à préserver leurs liens, de sorte que Kachibaroun a choisi de marier ses deux filles à Sokh en 2001. Voir ses filles et ses petits-enfants devient cependant toujours plus difficile. Quelquefois, ils parvenaient encore à se retrouver au Kirghizstan, mais la crise de janvier dernier a même exclu cette solution.

Un morcellement propice à la contrebande

Dans le sud du Kirghizstan se trouve également l'enclave tadjike de Vorukh, une petite ville d'environ 30 000 habitants, nichée dans un cadre montagneux idyllique. Pour se rendre au Tadjikistan, les habitants doivent franchir plusieurs frontières.

Contrairement à ce qui prévaut pour Sokh, ce passage est encore ouvert. La contrebande y prospère, d'ailleurs. L'essence et le ciment étant moins chers au Kirghizstan, les Tadjiks de l'enclave – mais aussi du reste du pays – se fournissent chez les marchands kirghizes à proximité de Vorukh. L'ambiance est toutefois tendue. « Des conflits éclatent souvent avec les jeunes Kirghizes », raconte Nariman Sadikov, un Tadjik de 29 ans rencontré au marché hebdomadaire de Vorukh. Au bazar, on trouve aussi bien des étoffes d'Ouzbékistan que du coton du Tadjikistan et des chaussures en plastique de Chine. Les cuisines ambulantes ne manquent pas : des galettes de pâte dégoulinent de graisse, tandis que les chachliks d'agneau rôissent sur le grill. Depuis des années, Nariman Sadikov fait du commerce avec la Russie : il vend à Moscou les savoureux abricots séchés



À Douchanbé, capitale du Tadjikistan, la population s'est habituée aux coupures d'électricité et de gaz qui résultent du conflit frontalier avec l'Ouzbékistan.

de Vorukh. Sa marchandise ne pouvant plus emprunter l'itinéraire direct, qui transite par l'Ouzbékistan, il lui fait faire un détour par le Kirghizstan. Lui-même rejoint ensuite la capitale russe en avion.

Villes et villages se vident

Pour beaucoup de Tadjiks, la Russie est l'unique source de revenus. Près d'un million d'entre eux travaillent sur les chantiers russes et transfèrent chaque mois de l'argent au pays. Sans ces versements, l'économie tadjike s'effondrerait complètement. En hiver, les ouvriers rentrent chez eux, mais dès que la construction redémarre en Russie, les villes et les villages tadjiks se vident. Les relations entre le Tadjikistan et le Kirghizstan ne sont pas non plus dépourvues de tensions : la répartition de l'eau, l'utilisation des pâturages et les routes de transit provoquent sans cesse des conflits. En janvier, une dispute entre Tadjiks et Kirghizes non loin de Vorukh a ainsi dégénéré en bagarre générale.

En raison des champs de mines et des conflits frontaliers quotidiens, les échanges commerciaux et sociaux n'ont jamais été aussi difficiles qu'aujourd'hui, en particulier pour les habitants du Tadjikistan. ■

**Marcus Bensmann est journaliste indépendant depuis 1995. Basé à Bichkek, il travaille notamment pour la « Neue Zürcher Zeitung » et divers médias allemands. Il est membre du réseau www.weltreporter.net.*

(De l'allemand)

Des frontières au tracé inextricable

Le tracé arbitraire des frontières, hérité de l'ère soviétique, menace aujourd'hui encore la stabilité en Asie centrale, en particulier dans la vallée de Fergana. Cette plaine fertile voit s'enchevêtrer les frontières du Kirghizstan, du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan. Située en territoire ouzbek, elle est enserrée entre deux bras kirghizes. Depuis le sud, une langue de terre tadjike s'avance dans ce bassin bordé par les massifs du Tien Shan et du Pamir. Le bras méridional du Kirghizstan compte en outre quatre enclaves (trois ouzbèkes et une tadjike), dont la population appartient à l'ethnie tadjike. Alors que les Tadjiks peuvent encore se rendre librement dans l'enclave tadjike de Vorukh, la population de l'enclave ouzbèke de Sokh est totalement isolée depuis l'accrochage frontalier de janvier dernier.

Une journée sur le terrain avec...

Mouazamma Djamalova, responsable des programmes de santé de la DDC au Tadjikistan

Je vis à Douchanbé, dans un immeuble situé à dix minutes en voiture du bureau de la DDC. Habituellement, ma journée de travail commence vers 8h30. L'une de mes tâches consiste à récolter des informations sur le secteur de la santé et à les analyser afin d'identifier les besoins du pays. J'entretiens des contacts réguliers avec le ministère de la santé, les deux partenaires suisses qui mettent en œuvre nos projets et d'autres organisations internationales actives dans ce domaine.

Il m'arrive aussi de me rendre sur le terrain pour visiter nos projets. C'est le cas aujourd'hui. Les Services de santé Aga Khan (AKHS), l'un de nos partenaires, viennent de terminer la réhabilitation de dix centres de soins primaires dans le district de Muminabad, à 250 km de la capitale. Je dois participer à la cérémonie qui marquera la remise de ces infrastructures aux responsables locaux de la



« S'il vous plaît, pourriez-vous faire installer un système d'adduction d'eau dans notre village ? »

ne générale, afin de pouvoir traiter la plupart des malades sur place. Le système de santé hérité de l'URSS se concentrait sur les spécialistes exerçant en milieu hospitalier. Le gouvernement actuel s'efforce de le rendre moins onéreux et accessible à tous, en privilégiant la médecine de famille.

Après Muminabad, nous nous rendons dans les neuf autres communautés concernées. Partout, les habitants sont venus assister à l'inauguration de leur centre. Certains saisissent cette occasion pour parler au président du district. À Kulchashma, un vieil homme portant une longue barbe s'avance timidement et lui demande : « S'il vous plaît, pourriez-vous faire installer un système d'adduction d'eau dans notre village ? Nos pauvres femmes doivent aller la chercher à un kilomètre d'ici. » M. Zaripov relève que la DDC réalise également un projet d'adduction d'eau dans d'autres villages du district. « Je vais voir s'il est possible d'y intégrer Kulchashma », promet-il.

En arrivant chez moi, vers 20 heures, je repense à ce vieillard. L'accès à l'eau reste extrêmement problématique dans les zones rurales. Or, je sais par expérience à quel point il est pénible d'aller se ravitailler tous les jours à l'extérieur. Pendant des années, je devais remplir des seaux dans la cour, puis les remonter jusqu'à mon appartement au quatrième étage. Entre-temps, le système de distribution d'eau a été rénové à Douchanbé, ce qui m'a même permis d'acheter et d'installer une machine à laver. Je souhaite ardemment que toutes les femmes du Tadjikistan puissent vivre dans les mêmes conditions. ■

(Propos recueillis par Jane-Lise Schneeberger ; de l'anglais)

Les quatre volets du programme suisse

La DDC est active depuis 1993 au Tadjikistan. Elle a d'abord déployé une aide humanitaire durant la guerre civile. La paix revenue, elle a établi un bureau à Douchanbé et lancé des programmes à long terme. Actuellement, son action se concentre sur quatre domaines : soutien à la réforme du système de santé, qui est axée principalement sur l'introduction de la médecine de famille et sur la prévention ; amélioration de l'accès de la population à l'eau potable et à des installations sanitaires ; développement d'un système juridique plus accessible aux personnes vulnérables et mieux adapté aux besoins des citoyens ; renforcement du secteur privé, dans le but de créer des emplois, de générer de la croissance et de faire reculer la pauvreté. www.ddc.admin.ch/tadjikistan www.swiss.cooperation.admin.ch/centralasia

santé. Je me lève donc exceptionnellement à 5 heures et quitte Douchanbé en compagnie de trois représentants des AKHS. Les routes enneigées et très glissantes nous obligent à rouler prudemment.

À notre arrivée, vers 8 heures, de nombreux villageois se pressent déjà devant la clinique ambulatoire de Muminabad, le chef-lieu. Les autorités locales sont également présentes. Dans son discours, le président du district Pirmad Zaripov exprime sa profonde gratitude à la Suisse pour le financement de ce projet. Puis, les employés nous font visiter leurs locaux réaménagés, meublés et équipés. Ils sont particulièrement fiers de l'électrocardiographe. Cet appareil est un véritable trésor pour eux.

Les centres de soins existaient déjà à l'époque soviétique, mais leurs prestations étaient médiocres. Après l'indépendance, ils sont pratiquement tombés en ruine. Notre projet a non seulement rénové un tiers des dispensaires de ce district, mais également recyclé leur personnel soignant : médecins et infirmières ont suivi une formation en médecine

Un siècle ivre de vitesse

La vie est un puzzle. Jour après jour, nous essayons de poser une nouvelle pièce à sa place. À 22 ans, on peut déjà commencer à contempler l'image qui se dessine. «Vivre, c'est avoir des problèmes. Seuls ceux qui ne vivent pas n'en ont pas», a dit l'économiste Ichak Adizes. Quand j'ai commencé de travailler, à 13 ans, je ne pensais pas encore à ce genre de choses. Je savais cependant que toutes mes expériences futures allaient nourrir mes réflexions. L'agence de publicité que j'ai fondée plus tard est aujourd'hui l'un des leaders du marché. Il m'a fallu surmonter d'innombrables difficultés pour en arriver là. Mais chaque problème résolu me faisait avancer et me rendait plus fort.

Le 21^e siècle est placé sous le signe de la vitesse. Dans un monde en constante mutation, inondé d'informations et soumis à une concurrence effrénée, les jeunes doivent trouver leur voie vers l'âge adulte. Celui qui n'agit pas, qui n'évolue pas, restera sur le carreau, dépassé par ce flot ininterrompu d'événements.

Si je rate une seconde fois ma quatrième année d'études universitaires, cela n'enlèvera rien à ma vie. Vaut-il vraiment la peine de prendre du temps sur un travail que l'on aime pour le consacrer à l'université? Faut-il se donner la peine d'obtenir un diplôme, lorsque la qualité de l'enseignement dans notre pays fait l'objet de toutes les critiques? Ai-je raison de ne pas songer à acheter de bonnes notes à coups de billets de 100 dollars, comme l'ont fait certains de mes camarades? L'écrivain russe Andreï Gerasimov affirmait que toutes les questions restent prisonnières de l'enfance et que l'adulte connaît uniquement des réponses. À mon avis, il est toujours important de poser des questions et, bien entendu, d'y apporter des réponses. Voilà pourquoi

nous devons renoncer à la corruption et définir des priorités claires.

Le diplômé devra patienter, car l'amour n'attend pas. Il est le fondement de toute chose, la base du puzzle. L'amour de celle qui est, à mes yeux, la plus belle jeune fille du monde m'a donné la force de réaliser mes projets. Notre relation à distance nous a rendus plus forts. Mon amie étudiait d'arrache-pied pour venir plus rapidement passer ses vacances à Douchanbé. De mon côté, je devais travailler davantage et plus efficacement pour pouvoir la rejoindre aussi souvent que possible aux États-Unis. Elle a enrichi ma vision du monde, m'a obligé à mieux apprécier mes parents et mes amis. Elle a même changé ma perception des femmes. Notre relation a pris fin après trois années de bonheur, mais j'en garde des expériences précieuses et de merveilleux souvenirs.

Mon amour de la patrie est alimenté par les gens qui vivent ici. Je n'oublierai jamais cette fameuse nuit où ma voiture est tombée en panne sèche au milieu de nulle part. Ne parvenant à joindre personne, je ne pouvais qu'at-

tendre. Tout à coup, une voiture s'est arrêtée et deux hommes très baraqués en sont descendus. Allaient-ils m'agresser? Pas du tout. Ils m'apportaient de l'essence et ont refusé que je la paie. Serviabilité et altruisme sont des qualités qui caractérisent nombre d'habitants du Tadjikistan. J'aime beaucoup les gens avec lesquels je travaille, parce qu'ils m'apprennent quantité de choses (et j'espère que l'inverse est également vrai), mais aussi pour ce que nous vivons ensemble, pour cette chaleur humaine que rien ne peut remplacer.

Là où il y a de l'amour, il y a de la place pour l'art et la créativité. Je ne pense pas seulement à la poésie, que je pratique avec le plus grand sérieux, prenant part à des concours littéraires. La lecture est aussi un acte constructif. Je trouve toujours le temps de lire, pas seulement des livres passionnants sur la psychologie et l'économie, mais aussi des ouvrages de mes auteurs préférés, Dostoïevski et Ostrovski. En conclusion, chaque journée bien remplie participe à cet effort créatif qui consiste à ajuster une autre pièce au puzzle de la vie. ■



Jahongir Zabirov étudie la gestion, en quatrième année, à l'université slave russo-tadjike de Douchanbé. Par ailleurs, ce jeune homme de 22 ans dirige l'agence publicitaire adMedia. Il est également patron de la société Get.tj, qui enregistre des noms de domaines Internet, et rédacteur responsable du site www.menu.tj, un guide en ligne du Tadjikistan, plus spécialement de Douchanbé.



(Du russe)

Des psys au coin de la rue

La fréquence des troubles psychiques a fortement augmenté en Bosnie et Herzégovine, en raison de la guerre, mais aussi du chômage et de la pauvreté. La DDC aide ce pays à moderniser son système de santé mentale, afin que les patients aient accès à des soins de qualité dans leur communauté. Elle soutient également la lutte contre la stigmatisation des malades.



Avec l'aide de la DDC, la qualité des soins s'améliore dans les 65 centres communautaires de santé mentale de Bosnie et Herzégovine.

Contribution de quatre cantons suisses

Quatre cantons – Berne, Fribourg, Genève et Jura – se sont associés à la DDC pour appuyer la réforme du système de santé mentale en Bosnie. Cette collaboration est une première. La DDC finance 84% du projet et apporte son savoir-faire en matière de coopération. Les cantons prennent à leur charge 11% du budget et mettent à disposition leur expertise dans le domaine psychosocial – les 5% restants sont des contributions locales. Ainsi, des infirmières suisses se sont rendues en Bosnie pour participer à la formation de leurs consœurs. Un expert bernois a donné des cours aux directeurs des polycliniques bosniennes. En outre, cinq associations d'usagers sont venues en Suisse pour s'informer sur le fonctionnement de notre système de santé mentale.

(jls) À l'époque socialiste, la Bosnie et Herzégovine internait encore ses malades mentaux dans de grands hôpitaux psychiatriques, où beaucoup d'entre eux passaient de longues années, voire le restant de leurs jours. Pendant la guerre, la plupart de ces établissements ont été détruits, ce qui a donné à la Bosnie l'occasion de reconstruire son système de santé en partant de zéro. La réforme a commencé en 1996.

Tout en maintenant un nombre limité de petites cliniques pour les malades chroniques, les autorités sanitaires ont créé des centres communautaires de santé mentale. Les patients peuvent ainsi suivre un traitement ambulatoire, ce qui leur permet de rester insérés dans la vie sociale et professionnelle. Malheureusement, le processus de réforme s'est enrayé, faute de financement et de personnel qua-

lifié. Dix ans après, ce réseau de centres ne fournissait toujours pas les prestations attendues.

Or, le besoin de soins est immense dans ce pays où les traumatismes de la guerre ont laissé de profondes séquelles. Un grand nombre des Bosniens souffrent encore de stress post-traumatique. Le chômage et la pauvreté n'ont fait qu'accroître la prévalence des troubles psychiques. Le taux de dépressions, de suicides et de violences est très élevé, tandis que la dépendance à l'alcool et à la drogue augmente, en particulier chez les jeunes.

Adaptation des lois et des règlements

Pour relancer la réforme du système, la Bosnie a fait appel à la DDC. En collaboration avec quatre cantons suisses, celle-ci réalise depuis 2010 un programme visant à moderniser la psychiatrie et

à améliorer la qualité des soins, en particulier dans les 65 centres communautaires.

L'une des composantes du programme consiste à adapter le cadre légal et administratif. Ainsi, il a fallu modifier la liste des prestations remboursées par l'assurance-maladie pour que toutes les activités des centres y figurent. En outre, une loi sur la prise en charge des malades mentaux a été révisée. Désormais, elle stipule que toutes les institutions – centres et cliniques – doivent faire l'objet d'inspections régulières, menées par des commissions indépendantes. « Ce mécanisme permet de vérifier que les droits des patients sont respectés. Dans les hôpitaux psychiatriques de l'époque socialiste, les mauvais traitements étaient monnaie courante », explique Maja Zaric, responsable du projet au bureau de coopération de la DDC à Sarajevo.

Le nouveau système de santé étant basé sur une approche multidisciplinaire, les autorités sanitaires ont par ailleurs fixé officiellement la composition du personnel : les centres doivent employer au minimum des psychiatres, des psychologues, des assistants sociaux et des infirmières. S'ils en ont les moyens, ils peuvent aussi engager des ergothérapeutes ou d'autres spécialistes.

Professionaliser les soins

La formation est un autre volet essentiel du programme. Les principales bénéficiaires en sont les 300 infirmières actives dans le secteur de la santé mentale. Jusqu'alors sous-employées, elles ont suivi un cours de perfectionnement qui leur permet de travailler dorénavant de manière indépendante et de jouer un rôle actif auprès des patients.

De leur côté, les directeurs des polycliniques municipales, auxquelles sont rattachés les centres, s'initient aux nouveaux concepts de la psychiatrie. Nourrissant des préjugés négatifs envers les malades mentaux, ils avaient accepté à contrecœur l'installation de tels services au sein de leurs établissements. « Nous voulons faire comprendre aux directeurs qu'ils devraient être fiers, au contraire, d'abriter des dispositifs modernes de soins », indique Maja Zaric. « Cette formation leur donne en outre des outils pour gérer les centres plus efficacement. »

On forme également des « coordinateurs de soins », une nouvelle fonction que tout employé peut être appelé à exercer en plus de ses tâches habituelles. Le but est d'assurer un meilleur suivi des cas chroniques. Un coordinateur est assigné à chaque patient souffrant de troubles graves. Il l'aide dans toutes ses démarches administratives et gère les contacts avec l'hôpital, le médecin généraliste, la famille ou encore les services sociaux.

Lutte contre les préjugés et la stigmatisation

Parallèlement, le programme s'efforce de briser les préjugés entourant la maladie mentale, qui sont encore largement répandus en Bosnie. Il organise des campagnes publiques pour lutter contre l'ostracisme qui frappe les malades. Les collaborateurs des centres vont par exemple diffuser des informations sur la santé mentale dans les écoles et les entre-



L'ergothérapie est l'une des méthodes utilisées dans le traitement des troubles psychiques.

prises. « Beaucoup de patients n'osent pas se rendre dans les centres communautaires, par peur d'être montrés du doigt et catalogués comme fous », déplore Maja Zaric. « Nous devons expliquer à la population que les troubles psychiques sont des maladies comme les autres et qu'il n'y a aucune raison d'en avoir honte ou de rejeter ceux qui en souffrent. »

Dans ce même esprit, une collaboration s'est établie avec trente associations d'usagers de la psychiatrie. Il s'agit de renforcer leurs capacités pour qu'elles puissent défendre les intérêts de leurs membres et dialoguer avec les autorités. « Nous les aidons à prendre conscience qu'elles ont un rôle à jouer dans la société et que les malades psychiques sont des membres à part entière de la communauté. » ■

Une psychiatrie à visage humain

Pendant longtemps, l'internement en asile psychiatrique a été la seule forme de prise en charge des malades dans le monde industrialisé. Puis la psychiatrie moderne a prôné le maintien des patients dans leur cadre de vie habituel. Dès les années 60, les pays occidentaux ont donc « désinstitutionnalisés » leurs systèmes de santé mentale, fermant progressivement les grands hôpitaux pour les remplacer par des centres ambulatoires décentralisés. En Europe de l'Est, ce mouvement a démarré plus tard. En Bosnie, il a été accéléré par la guerre. D'autres pays, comme l'Estonie et la Lituanie, ont fermé de nombreux hôpitaux psychiatriques depuis la fin du communisme. En Slovaquie et en Slovénie, la désinstitutionnalisation progresse beaucoup plus lentement.

Premiers secours déployés par les voisins

Les médinas sont très vulnérables aux catastrophes, car l'étroitesse des ruelles entrave l'arrivée des sauveteurs. Six villes marocaines comptent sur les habitants de ces quartiers historiques pour apporter les premiers secours. Avec l'aide de la DDC, elles forment et équippent des groupes de volontaires.



Dans une médina marocaine, des secouristes volontaires sensibilisent les habitants aux risques de catastrophes et d'accidents.

Un concept né en Turquie

La mise sur pied du réseau de SVP au Maroc s'inspire d'un projet suisse conçu pour la Turquie. C'est dans ce pays qu'est née l'idée de créer des groupes de secouristes basés dans les quartiers. Après le séisme d'Izmit en 1999, les organisations internationales de secours ont réalisé que de nombreuses vies auraient pu être sauvées si les voisins et les proches des victimes avaient bénéficié du matériel et de la formation nécessaires. De 2001 à 2006, la DDC a donc établi un tel système à Istanbul et dans quelques autres zones sismiques du pays. Elle a formé et équipé au total une centaine de groupes de bénévoles. Ce concept a ensuite suscité l'intérêt des autorités iraniennes qui, avec l'aide initiale de la DDC, ont constitué des groupes similaires dans la ville de Téhéran.

(Jls) La structure architecturale des médinas marocaines n'a guère changé au fil des siècles. Seuls les piétons et les ânes peuvent emprunter leur dédale de ruelles étroites. Si un désastre survient, il est généralement impossible d'y faire circuler des camions de pompiers ou des ambulances. Or, les accidents sont fréquents dans ces anciennes cités : effondrements de bâtiments vétustes, incendies, explosions de gaz, etc. De surcroît, le Maroc est exposé à un risque élevé de séismes, d'inondations et de sécheresse.

Pour limiter les pertes humaines et matérielles lors de catastrophes, la DDC a lancé en 2008 un projet visant à créer des équipes de «secouristes volontaires de proximité» (SVP) dans la médina de Fès. « Il se passe souvent plusieurs heures, voire plusieurs jours, avant que les secours officiels n'arrivent sur les lieux. Ce délai est crucial pour les sinistrés. Étant basés dans les quartiers, les SVP peuvent se mobiliser très rapidement et sauver des vies », explique Simon Tschurr, chargé de programme à l'Aide humanitaire de la DDC. Ces volontaires interviennent dans la zone où ils résident. Connaissant parfaitement les lieux, ils savent comment évacuer au plus vite les blessés.

Réseau national de volontaires

Chaque groupe comprend en moyenne quarante

membres. Il dispose d'un conteneur pour stocker son matériel (lampes halogènes, marteaux, pelles, génératrices, crics hydrauliques...) et son équipement (survêtements, casques, masques, etc.). Les SVP suivent une formation de six jours, s'initiant notamment aux techniques de sauvetage, aux premiers soins et à la lutte contre les incendies. Les cours théoriques sont complétés par des entraînements réguliers sur le terrain.

Convaincu par l'efficacité des équipes créées à Fès, le gouvernement marocain a demandé à la DDC d'étendre son projet aux médinas de Meknès, Tanger, Tétouan, Chefchaouen et Larache. Le processus de recrutement et de formation est en cours. D'ici à fin 2014, une trentaine de groupes seront opérationnels au total. Ce réseau, extensible à d'autres villes, travaillera en étroite coordination avec le service national de la protection civile, chargé de la gestion des catastrophes.

La DDC se retirera fin 2014. Pour que les SVP puissent continuer leurs activités de manière autonome, une fondation marocaine sera créée. Elle aura pour tâche d'assurer la durabilité et l'extension du système. ■

DDC interne



Protection contre les inondations au Pakistan (ung) En 2010, des inondations ont frappé plusieurs régions du Pakistan. Elles ont fait un grand nombre de victimes et causé des dégâts considérables. La vallée de Chail, dans le district de Swat, a été particulièrement affectée. L'Aide humanitaire de la DDC s'emploie à prévenir les dommages dus aux pluies torrentielles qui s'abattent régulièrement sur ce pays. Elle réalise cette année la deuxième phase d'un projet qui se concentre sur des mesures visant à stabiliser les pentes et à prévenir les glissements de terrain, ainsi que sur la construction de remparts aux abords des rives. Ces travaux permettront à environ 2000 ménages de mieux protéger leurs cultures et autres moyens de subsistance durant la mousson. Le projet sensibilise également la population et les autorités locales aux risques liés à cette saison pluvieuse.

Durée du projet : janvier à décembre 2013
Volume : 325 000 CHF

Des secours dans les communes arméniennes (ung) L'Arménie est en proie à des tremblements de terre, glissements de terrain et inondations qui mettent à rude épreuve les capacités d'intervention des autorités locales. Pendant plusieurs années, l'Aide humanitaire de la DDC

a apporté son soutien au ministère arménien des situations d'urgence pour la formation des services de secours dans les localités et le renforcement de leurs capacités. Forte de ces expériences, elle s'engage maintenant en faveur d'un système de sauvetage entièrement décentralisé. Avec son appui, le ministère constituera des équipes d'intervention rapide dans les provinces d'Erevan, de Chirak et de Syunik. Au total, 141 sauveteurs seront formés et équipés. De plus, les méthodes de formation et les mécanismes de coordination seront améliorés. Le but est de préparer les équipes d'intervention aux situations d'urgence pour qu'elles puissent y répondre rapidement et efficacement.

Durée du projet : 2013 – 2015
Volume : 950 000 CHF

La Bulgarie combat le trafic de voitures

(mpe) Le vol et le trafic de voitures sont depuis longtemps un véritable fléau en Bulgarie. Alors que le gouvernement souhaite adhérer à la Convention de Schengen, cette question est devenue d'actualité. La lutte contre la criminalité organisée, qui contrôle ce commerce lucratif, doit passer à la vitesse supérieure. Un projet suisse soutient les efforts de la Bulgarie visant à remplir ses obligations sécuritaires à l'égard de



Karl-Heinz Raach/Alf

l'Union européenne. Il est financé dans le cadre de la contribution suisse à l'élargissement de l'UE. Ce projet soutient pour une part l'acquisition d'équipements, mais il porte surtout sur la formation et le renforcement des capacités. Un partenariat a été établi entre la Direction de la police criminelle bulgare et la police cantonale neuchâteloise. Des échanges sont aussi prévus avec des instances fédérales, comme l'Administration fédérale des douanes, qui ont un intérêt direct à ce que la criminalité soit combattue efficacement en Europe.

Durée du projet : 2012 – 2015
Volume : 800 000 CHF

Éducation pour la santé en Ukraine

(mpe) La DDC est active depuis plusieurs années dans le



Jean-Luc Luyssens/Neus/Alf

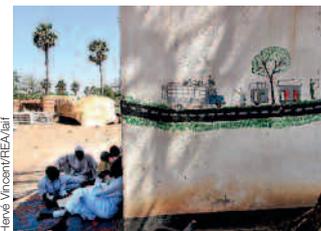
secteur de la santé périnatale en Ukraine. L'an dernier, elle a décidé de promouvoir la prévention, parent pauvre de la santé publique dans ce pays. Un projet a été lancé en partenariat avec l'Unicef. Basé sur des expériences pilotes, il vise surtout à mieux informer, par différents canaux, sur les gestes et les comportements responsables. Cela doit permettre d'assurer une grossesse saine et de minimiser les risques pour les futurs parents ainsi que pour les nouveau-nés. Les services sanitaires et sociaux seront également amenés à se coordonner plus efficacement.

donner plus efficacement. Dans un premier temps, le projet se focalisera sur cinq provinces.

Durée du projet : 2012 – 2015
Volume : 2,7 millions CHF

Réintégrer les migrants tchadiens de retour

(bm) Fuyant la crise libyenne, plus de 130 000 Tchadiens sont rentrés au pays depuis 2011. Leur retour provoque toutefois d'importantes tensions sociales avec les communautés d'accueil. Cet afflux déstabilise les populations locales qui vivent déjà dans des conditions de vie extrêmement précaires, souffrent de l'insécurité alimentaire et n'ont accès qu'à de rares services de base. À fin 2012, la DDC a décidé de soutenir un projet portant sur la réintégration des migrants dans les trois principales régions du nord du pays (Borkou, Ennedi et Tibesti). Mis en œuvre par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le projet appuie une cinquantaine de communautés d'accueil, qui totalisent plus de 120 000 habitants. Il est centré sur le renforcement de la cohésion sociale, la solidarité ainsi que le dialogue entre les migrants et les habitants. L'amélioration et la diversifica-



Henri Vincent/PEA/Alf

tion des infrastructures socio-économiques locales en font également partie.
Durée du projet : 2012 – 2014
Volume : 2,9 millions CHF

Quand les richesses naturelles engendrent la pauvreté

Les matières premières rapportent beaucoup d'argent, mais tout le monde n'en profite pas. Environ 1,5 milliard de pauvres vivent dans des pays en développement qui en exportent de grandes quantités. Des élites corrompues et des multinationales empêchent les bénéficiaires de ce commerce. Des efforts de transparence pourraient améliorer la situation. De Gabriela Neuhaus.



Per-Andreas Pettersson/af

Dans la mine de Ruashi, en République démocratique du Congo, environ 4000 travailleurs extraient le cuivre manuellement.

Si l'on mesure les trésors que recèle son sous-sol, l'Afrique est un continent riche. Qu'il s'agisse de minerais précieux (or, diamants, cobalt, etc.) ou d'hydrocarbures (pétrole et gaz naturel), dont l'extraction augmente rapidement, le marché florissant des ressources naturelles devrait logiquement apporter croissance et bien-être aux pays pauvres de ce continent. Or, il n'en est rien. Souvent, c'est même le contraire. En Zambie par exemple, les deux tiers de la population vivent dans la pauvreté, alors que le pays possède d'importantes réserves de cuivre et de cobalt, deux produits d'exportation particulièrement prisés. Depuis la privatisation, imposée par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international après la crise des matières premières des années 90, l'extraction et la commercialisation de ces métaux sont aux mains de multinationales.

La mine zambienne de Mopani, le plus grand site d'extraction de cuivre en Afrique, appartient par exemple à une filiale de Glencore, groupe suisse de négoce de matières premières. Les licences d'exploitation et les conditions fiscales étant favorables aux investisseurs, seule une part infime des bénéfices substantiels de ce commerce alimentent les caisses de l'État. Et la Zambie est loin d'être un cas unique : selon les *Perspectives économiques en Afrique 2012*, le continent aurait pu atteindre le premier Objectif du Millénaire pour le développement, à savoir la réduction de moitié de la pauvreté, si les profits tirés des matières premières y avaient été réinvestis.

La Suisse, plaque tournante

L'OCDE estime que l'évasion et la fraude fiscales font perdre, à elles seules, jusqu'à un milliard de dol-

lars par an aux pays en développement. Selon la Banque mondiale, ce sont surtout les géants des matières premières qui recourent à de telles pratiques. Les structures de ces multinationales, qui opèrent 24 heures sur 24 à l'échelle planétaire, sont extrêmement enchevêtrées et opaques.

Ces dernières années, plusieurs d'entre elles ont choisi d'établir leur siège en Suisse. Elles y trouvent en effet des conditions attrayantes : une place

Le rôle des partenaires financiers

Pendant longtemps, le secteur des matières premières s'est développé à huis clos en Suisse. La majorité de ses entreprises sont en mains privées et n'apparaissent guère au grand jour. Les œuvres d'entraide Pain pour le prochain et Action de Carême ont lancé un pavé dans la mare en 2011, avec la publication d'une étude sur les pratiques abusives de Glencore en République démocratique du



Le Figaro Magazine/af

Au Niger, l'obligation de publier les contrats dans le secteur des matières premières – notamment de l'uranium – donne de bons résultats.

financière forte, peu d'exigences en matière de transparence, ainsi que des régimes fiscaux spéciaux pour les entreprises et les personnes fortunées. On estime qu'aujourd'hui, entre 15 et 25% des transactions de matières premières passent par la Suisse. Avec 35% du marché, Genève est la principale place commerciale du pétrole. La moitié du négoce mondial de café et de sucre s'effectue également dans notre pays. L'or est un autre exemple. Contrairement à la majorité des autres matières premières, il arrive même physiquement sur le territoire helvétique, pour y être affiné.

Affichant des bénéfices bruts de plus de 20 milliards de francs, les multinationales concernées contribuent à raison de 3,5% à la performance économique de la Suisse. Elles ont donc détrôné des branches traditionnellement importantes, comme l'industrie des machines et le tourisme.

Congo. Elles ont ainsi ouvert un débat sur les liens entre la place commerciale suisse et la fameuse « malédiction des matières premières » qui frappe les pays pauvres du Sud. Cette expression remonte à l'époque où les puissances coloniales exploitaient les richesses minières des territoires qu'elles dominaient, estimant en être les propriétaires.

Aujourd'hui comme naguère, le lien entre les trésors naturels et la misère des habitants de ces pays ne repose toutefois pas sur une malédiction, mais sur des rapports de pouvoir. La pression qu'il est possible d'exercer sur des États fragiles et la corruption généralisée jouent un rôle crucial dans nombre de pays en développement. La meilleure preuve est administrée par des États forts, comme la Norvège et le Canada, qui n'éprouvent aucune difficulté à mettre leurs matières premières au service de la prospérité nationale. L'une des raisons est

Que sont les « matières premières » ?

Ce terme désigne les ressources naturelles qui n'ont pas subi d'autre traitement que leur extraction ou leur récolte. Dans le débat actuel, on en distingue trois catégories : les combustibles fossiles (gaz naturel, pétrole et charbon), les matières premières minérales (minerais, métaux et terres rares) et les produits de base agricoles. Les deux premières catégories regroupent des biens non reproductibles. Les propriétaires n'ont donc qu'une seule occasion de tirer un bénéfice de leur extraction et de leur vente. Depuis quelques années, la demande suit toutefois une hausse constante. Les experts prévoient ainsi que l'extraction de richesses minières entre 2011 et 2050 dépassera tous les niveaux atteints jusqu'alors.

Déclaration de Berne (éd.) : « Swiss Trading SA – La Suisse, le négoce et la malédiction des matières premières », Éditions d'en bas, Lausanne, 2012

La position de la DDC

Pour que l'exploitation des ressources naturelles soit durable et contribue au développement des pays d'origine, les négociants en matières premières doivent devenir plus transparents et rendre des comptes. Il importe aussi que les activités des multinationales dans les pays en développement exportateurs de matières premières soient soumises à des normes internationales – notamment dans les domaines des droits de l'homme, de l'environnement et des investissements. Les interventions de la DDC et du Secrétariat d'État à l'économie (Seco) visent par ailleurs à renforcer les compétences des gouvernements et des administrations des pays partenaires, pour que ceux-ci puissent mieux défendre leurs intérêts dans les négociations avec les sociétés transnationales et leur appliquer un régime fiscal approprié. Un autre objectif consiste à accroître le contrôle démocratique exercé, par exemple, par les parlements ou les organisations de la société civile.

Rapport sur les matières premières

Le Conseil fédéral a publié fin mars un rapport de base sur les matières premières, qui contient des informations de fond, des données sur l'importance économique de ce secteur pour la Suisse et une série de recommandations. Pour en savoir plus sur ce thème, consulter le dossier « La Suisse et le négoce des matières premières » sur le site du DFAE : www.dfae.ch, « Actualité », « Dossiers ».



Maria Trazzini/Keystone

Plus du tiers du pétrole vendu dans le monde se négocie aujourd'hui à Genève.

que les autorités en contrôlent elles-mêmes largement le négoce.

Ne disposant ni du capital nécessaire pour exploiter leurs ressources, ni des capacités requises pour les négocier sur le marché mondial, les pays pauvres sont, pour leur part, obligés de collaborer avec des partenaires financiers puissants. Les sociétés comme Glencore détiennent un pouvoir énorme, puisqu'elles maîtrisent toute la filière, de l'extraction des matières premières à l'acheteur final. Possédant, de surcroît, des entrepôts et des moyens logistiques, elles sont à même de piloter, voire de manipuler, les marchés. « Plus une multinationale est grande, plus elle risque de dicter les prix », explique Alexandra Gillies, du Revenue Watch Institute, une organisation internationale qui œuvre pour accroître la transparence dans le commerce des matières premières.

Un secteur opaque

Depuis une dizaine d'années, des travaux sont en cours au niveau international pour rendre moins opaque le négoce mondial des matières premières. L'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) préconise par exemple la publication des montants que les États encaissent pour leurs exportations. Dans les pays ayant adhéré à l'initiative, tant l'État que les entreprises sont tenus

de divulguer les flux financiers propres à ce secteur. Pour Alexandra Gillies, cette obligation est un pas dans la bonne direction, puisqu'elle freine la corruption et permet de savoir si une transaction est équitable.

Dans certains pays, comme le Niger, on ne publie pas seulement les flux financiers, mais également les contrats passés entre l'État et les négociants en matières premières. Ce système donne de bons résultats, estime Ali Idrissa, représentant au Niger de l'organisation Publiez ce que vous payez : « Grâce à la divulgation des chiffres, nous avons pu constater que le négoce d'uranium présentait des fuites financières. De plus, quiconque veut faire des affaires chez nous doit désormais se soumettre à nos normes. Cependant, il est indispensable d'instaurer une transparence au niveau international pour permettre aux pays pauvres de se protéger vraiment et de tirer profit de leurs richesses naturelles. »

De nouvelles réglementations, aux États-Unis et dans l'Union européenne, vont dans ce sens. Adoptée en juillet 2010 par le Congrès américain, la loi Dodd-Frank oblige les entreprises cotées en Bourse à publier les montants versés aux pays où elles achètent du pétrole, du gaz et des minerais. Les firmes domiciliées dans l'UE devront, elles aussi, divulguer désormais des informations sur leurs transactions financières et leurs contrats dans le négoce des matières premières.

La Suisse partagée

Qu'en est-il dans notre pays ? Les avis divergent sur le degré de transparence à imposer à ce secteur. La Suisse siège au conseil d'administration de l'ITIE. Elle soutient cette initiative financièrement et en favorisant sa mise en œuvre dans les pays exportateurs de matières premières. Cependant, la Suisse officielle a jusqu'ici refusé de soumettre ce domaine à une réglementation sur son territoire, préférant miser sur le dialogue et l'autorégulation des entreprises.

Des organisations non gouvernementales, telles la Déclaration de Berne ou Swissaid, et diverses interventions parlementaires demandent en revanche des règles contraignantes. Elles lancent cet avertissement : si la Suisse ne s'adapte pas aux normes internationales de transparence, le secteur des matières premières pourrait nuire à sa réputation, comme l'a fait celui des finances. ■

(De l'allemand)

Tanu partie, la famille a moins d'argent

Dans son petit village, Tanu Gufu est une idole. La plupart des enfants voudraient lui ressembler, c'est-à-dire obtenir un diplôme, gagner de l'argent et aider leurs parents ainsi que leurs frères et sœurs. Tanu est née dans un village d'éleveurs nomades, sur le plateau Borana, dans la région éthiopienne de l'Oromia. Comme la plupart des filles, elle a grandi en gardant les chèvres et les moutons, mais elle a ensuite emprunté une voie différente. Tanu a fréquenté l'école primaire dans un centre de formation informelle près du village. L'initiative internationale Éducation pour tous (EPT) et les efforts entrepris dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement ont en effet donné un élan à l'éducation primaire universelle dans nombre de pays africains, dont l'Éthiopie. Pour poursuivre sa formation au-delà de l'école élémentaire, Tanu devait quitter le village. Cette perspective préoccupait sa mère, car le budget du ménage dépendait du travail de l'enfant. Les parents hésitaient aussi à laisser partir l'adolescente pour une autre raison: loin du milieu familial, ils ne pourraient plus la protéger et la surveiller. Cependant, ils ont fini par don-



ner la priorité à l'éducation et ont inscrit Tanu dans un internat catholique à quelque 45 kilomètres de son village.

Malgré les obstacles rencontrés sur son chemin, la jeune fille a achevé l'école secondaire. Puis, elle a étudié à l'Université d'Haramaya, où elle a obtenu un *bachelor* en histoire et en gestion du patrimoine culturel. «Je suis la première fille du village titulaire d'un diplôme universitaire», explique-t-elle fièrement. Aujourd'hui, Tanu enseigne dans un lycée de la petite ville de Finchawa. Elle dirige d'ailleurs le mouvement pour l'égalité des femmes au sein de cet établissement. Son désir est de voir

moins de filles abandonner l'école au terme du niveau primaire. Elle veut servir d'exemple aux milliers d'écolières qui rêvent de rejoindre le nombre croissant de femmes nomades au bénéfice d'une bonne formation.

Il y a peu, le gouvernement éthiopien s'est dit prêt à renoncer à l'éducation scolaire traditionnelle et à adapter l'offre éducative aux besoins des éleveurs qui se déplacent avec leurs familles et leurs troupeaux. La réalisation de ce projet permettrait à beaucoup d'enfants nomades de fréquenter l'école primaire. Celle-ci est gratuite pour tous en Éthiopie. L'école secondaire, en revanche, reste chère. Son coût n'est pas à la portée de ces familles. Il importe de garantir les moyens d'existence des nomades et de les aider à diversifier leurs sources de revenus. Faute de quoi, ils n'auront jamais les moyens d'offrir à leurs enfants une éducation complète.

Se former et chercher du travail est une autre option qui permet de ne pas dépendre exclusivement du pastoralisme, mais les emplois sont rares. Aujourd'hui, les enfants de familles nomades sont certes plus nombreux qu'avant dans les lycées et les autres écoles supérieures. Reste à savoir s'il est possible de concilier formation et nomadisme. Pour être en mesure de préserver leur identité, les nomades doivent acquérir des connaissances sur les processus politiques, économiques et sociaux. La formation apporte aussi à la jeune génération un moyen de s'épanouir, d'évoluer sur le plan professionnel et de contribuer à façonner la vie de leur communauté. Pour en arriver là, il reste toutefois beaucoup à faire.

L'apprentissage du savoir traditionnel doit être intégré dans l'éducation scolaire formelle et figurer au programme d'études. C'est la seule manière de résoudre les conflits et les tensions qui surgissent inévitablement entre école et parents lorsque ces deux mondes se télescopent: tandis que les nomades attachent une grande importance à ce que leurs enfants apprennent les valeurs, les normes et les usages traditionnels, afin de devenir des membres à part entière de la communauté des bergers, l'école prépare les élèves à toutes les possibilités qu'une société moderne peut leur offrir. ■

(De l'anglais)



Getachew Gebru, titulaire d'un doctorat en sciences animales, est cofondateur et directeur adjoint de Maril (Managing risk for improved livelihoods), une organisation privée de recherche et développement basée en Éthiopie. Il préside également la Société éthiopienne de production animale. M. Gebru a réalisé de nombreuses recherches et des activités de sensibilisation sur la gestion des risques pastoraux en Éthiopie et dans le nord du Kenya.



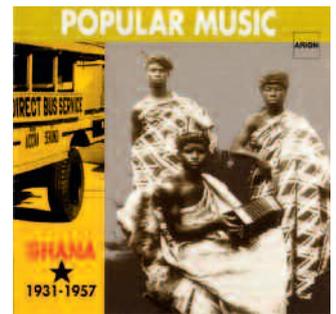
Vanessa Vek/NY/Redux/laif

Archives sonores sur Internet

Des blogueurs américains et européens collectionnent de vieux disques ou cassettes enregistrés en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Ils les convertissent au format MP3 et les proposent gratuitement sur Internet. Les amoureux de la musique s'en réjouissent, d'autres émettent des critiques. De Thomas Burkhalter*.



tout à des pièces rares qui ne sont plus disponibles sur le marché ou qui sont ignorées (ou l'ont été) par les médias traditionnels, les archives nationales et la recherche ethnomusicologique : funk nigérian, jazz éthiopien, musique cubaine du Congo, rock psychédélique du



CULTURE

C'est lors d'un voyage en minibus vers la ville de Kidal, dans le nord du Mali, que Christopher Kirkley a entendu pour la première fois cette musique. Une cacophonie de tubes pop régionaux s'échappait des téléphones portables des autres passagers. L'ethnomusicologue américain en a été fasciné : « On est loin de la douce world music destinée aux oreilles occidentales. C'est une musique produite à bas prix, qui reprend des tendances internationales en les mâtinant de sonorités locales. » Peu après son arrivée à Kidal, les échanges vont bon train : des morceaux passent de son ordinateur vers les portables des habitants et vice versa. Christopher produit ensuite une compilation, *Music from Saharan Cellphones*, dont les deux volumes sont aujourd'hui des albums culte dans la blogosphère. La promotion et la diffusion sont assurées par Sahel-sounds, un blog dont il est l'animateur.

Vieux disques et sons étranges

Sahel-sounds est l'un des innombrables blogs musicaux qui fleu-

rissent sur Internet : Monrakplengthai (ravissantes chansons de Thaïlande), Excavated Shellac (morceaux exhumés de la gomme-laque), Awesome Tapes from Africa (cassettes fantastiques d'Afrique) ou encore Madtrotter-Treasure-Hunt (chasseurs de trésors fous). Pour alimenter leurs sites, les blogueurs recherchent des cassettes rares chez des vendeurs ambulants, arpentent les marchés aux puces en quête de 33 tours ou échan-gent des 78 tours avec d'autres collectionneurs.

Mark Tear, du blog Snap, Crackle & Pop, explique les étapes qui suivent l'acquisition : « Je nettoie le disque, j'enregistre son contenu sur mon ordinateur, je découpe le fichier audio en différentes pistes et je dépose l'album numérisé sur un serveur de stockage en ligne. Sur mon blog, je fais figurer la couverture du disque, des informations et le lien vers ce serveur. Chaque visiteur peut alors télécharger l'album gratuitement. » Mark trouve que c'est un passe-temps agréable le soir, lorsque les enfants sont au lit.

Les blogs MP3 s'intéressent sur-



monde arabe... tant de courants qui sont les témoins de la mondialisation des années 60 et 70. La pop régionale est aussi très en vogue, telle la musique malienne destinée aux téléphones portables, où les voix sont corrigées par le logiciel Auto-Tune et semblent parfois provenir d'une autre planète.

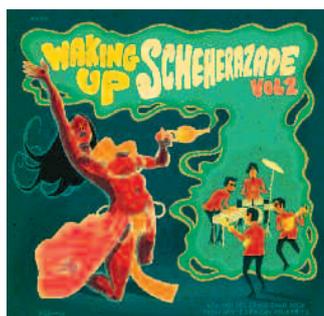
Il y a aussi le shangaan electro sud-africain au rythme enfiévré, que Wills Glasspiegel a découvert sur YouTube. Ce blogueur s'est alors rendu en Afrique du Sud, il a rencontré les producteurs locaux et contribué à l'édition de la première compilation. La new wave dabké de Syrie et la pop chaâbi d'Égypte sont d'autres exemples. Ces styles, longtemps jugés mauvais, kitsch et culturellement inintéressants, sont désormais très recherchés.

La nouvelle vague en ethnomusicologie

Rares sont les pays qui peuvent s'offrir des archives sonores. Les blogs MP3 revêtent donc une certaine importance pour la sauvegarde de ces musiques et de leur histoire, même s'ils ne remplaceront jamais des archives gérées par des professionnels. Les blogueurs ne peuvent en aucun cas dépenser les mêmes sommes que la Phonothèque nationale suisse, par exemple, pour nettoyer, réparer, numériser et cataloguer les différents supports. Par le passé, les ethnomusicologues ont déjà enregistré un peu partout dans le monde des musiques le plus souvent folkloriques, afin de constituer des collections et des archives. Modeste, Christopher Kirkley se considère comme un ethnomusicologue amateur. Il formule néanmoins certaines questions fondamentales concernant la recherche ethnographique. Celle-ci par exemple : que signifie l'archivage à l'ère numérique ? « J'ai utilisé des microphones onéreux pour enregistrer un guitariste de blues dans le Sahara, alors qu'au-

tour de moi, des adolescents faisaient de même avec leurs téléphones. Quel rôle reste-t-il à l'ethnomusicologue américain que je suis?»

Alors que les blogs restent un passe-temps pour beaucoup, certains en font leur métier. Brian Shimkovitz, d'Awesome Tapes from Africa, a acheté des milliers



de cassettes en Afrique. Il est désormais connu dans le monde entier comme le DJ de la cassette. Jonathan Ward, d'Excavated Schellac, a édité un coffret de quatre CD, *Opika Pende*, qui reprend des 78 tours rares enregistrés en Afrique entre 1909 et 1960. Cette compilation a été nommée aux Grammy Awards au titre de meilleur album historique de 2012.

Questions juridiques et éthiques

Les blogs musicaux suscitent aussi des critiques. Les grands serveurs sur lesquels leurs morceaux peuvent être téléchargés sont régulièrement fermés sur décision judiciaire, car on y trouve trop de données protégées par des droits d'auteurs. Les blogueurs ne comprennent guère la controverse. Premièrement, la musique en question n'est généralement disponible que sur leurs sites. Deuxièmement, les blogs sont de véritables plates-formes promotionnelles pour les musiciens qui occupent ces niches. Troisièmement, les blogueurs se renseignent sur les droits d'au-

teurs qui protègent leurs acquisitions et ils paient des taxes. Christopher Kirkley souligne d'ailleurs que le produit de la vente des albums *Music From Saharan Cellphones* est reversé aux artistes : « Nous ne devons pas traiter les musiciens du Sahara autrement que ceux de chez nous. »

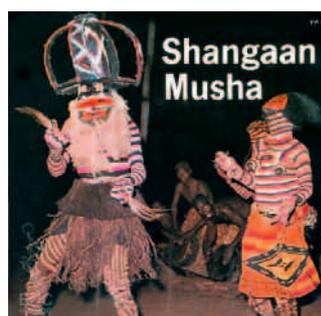
Accusations de colonialisme et autres attaques

Dans un article scientifique paru sur www.norient.com, Portia Seddon écrit que la plupart des éditeurs de blogs musicaux sont des hommes, originaires des États-Unis ou de l'Europe, blancs et hétérosexuels. C'est là



qu'intervient la critique : d'aucuns y voient du « postcolonialisme culturel », du « tourisme moderne de l'audio » ou encore du « racisme acoustique ». Européens et Américains seraient en train de piller la musique du Sud. Ces questions ne laissent pas les blogueurs indifférents. Nick Barbery, de Ghost Capital, se dit très autocritique et reconnaît que le problème est complexe. Son objectif premier est de faire connaître la musique de pays lointains. En quoi est-ce contraire à l'éthique ? On ne peut pas interdire aux gens de rechercher de la musique mondiale, de l'étudier et d'en parler. La quête éternelle de musique exotique reste une réalité, y compris sur les blogs MP3. Parfois, elle laisse un sentiment désagréable, comme lorsque des blogueurs achètent des cassettes

récentes en Afrique et les mettent sur leur site pour lancer leur carrière internationale de DJ ou de producteur. Le profit est toutefois si maigre qu'il faut relativiser ce phénomène. L'essentiel, c'est que ces blogs révèlent au public de véritables trésors musicaux. Les blogs n'ont pas les pouvoirs



financiers et réglementaires des grandes institutions. Pour que les musiques du Sud ne soient plus perçues comme étrangères ou exotiques, ce sont pourtant ces dernières qui devraient s'atteler à la tâche. Parmi elles, mentionnons les instituts d'ethnomusicologie, majoritairement conservateurs, et la promotion culturelle internationale qui veut toujours déceler une couleur locale dans la musique non occidentale. Il y a aussi les ONG internationales qui travaillent avec les musiciens du Sud uniquement lorsque ceux-ci ne font pas une musique trop déran-

geante, mais formulent en revanche une certaine critique politique et sociale. ■

*Thomas Burkhalter, ethnomusicologue, travaille comme journaliste culturel indépendant et gère le réseau www.norient.com

(De l'allemand)



Sélection discographique

- *Shangaan Electro – New Wave Dance Music from South Africa*, Honest Jon's Records, 2010
- *Music from Saharan Cellphones*, vol. 1 et 2, Sahelsounds, 2013
- *Next Stop... Soweto*, vol. 1, 2 et 3, Strut Records, 2010
- *Opika Pende: Africa at 78 RPM*, Dust-to-Digital, 2012
- *Waking Up Scheherazade*, vol. 2, Grey Past Records, 2010



Service

Internet



Des nouvelles par courriel (hou) La *Newsletter* de la DDC propose une sélection des nouvelles les plus pertinentes au sujet de la coopération au développement et de l'aide humanitaire suisses. Chaque édition propose un éclairage consacré à un thème d'actualité. Elle fournit également des informations sur des projets, des publications, des films et des événements. Distribuée tous les deux mois par courrier électronique, la *Newsletter* est disponible en français, allemand, anglais et italien. Abonnement : www.ddc.admin.ch

Sons et images sur le développement

(pf) Les séquences vidéo, les émissions de radio et les blogs jouent un rôle d'une importance croissante dans le travail d'information sur la politique de développement. Forts de ce constat, les centres de documentation d'Alliance Sud, à Berne et à Lausanne, ont développé un portail multimédia bilingue français-allemand sur ces questions. Lancé en décembre 2012, ce site recensait au départ plus de cent clips vidéo par langue, un nombre qui augmente de jour en jour. Il propose un accès thématique, volontairement limité à une dizaine de domaines clés du développement, comme l'agriculture, le social, l'économie, l'énergie ou les matières premières. Les films, dont la durée n'excède généralement pas

une dizaine de minutes, sont majoritairement en allemand, français et anglais. Outre les clips vidéo, l'offre du portail s'étend également à d'autres ressources en ligne, telles que le son, les infographies, les photos et les blogs spécialisés. Ce volet multimédia est le fruit d'une collaboration entre les documentalistes d'Alliance Sud et ceux de la DDC.

www.alliancesud.ch/multimedia

La Suisse et l'UE élargie

Conférence La conférence annuelle de la coopération suisse avec l'Europe de l'Est se tiendra le 31 mai à Berne. La DDC et le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) fourniront des informations sur les projets menés dans le cadre de leur soutien aux douze États qui ont rejoint l'Union européenne (UE) depuis 2004. Par cette « contribution à l'élargissement », qui se monte à 1,257 milliard de francs, la Suisse vise à réduire les disparités économiques et sociales au sein de l'UE, et à renforcer ses relations avec l'Europe. La conférence est ouverte au public.

Conférence annuelle de la coopération suisse avec l'Europe de l'Est, 31 mai, Hôtel National, Berne ; informations et inscriptions : www.erweiterungsbeitrag.admin.ch

Mirage de l'or en Afrique de l'Ouest

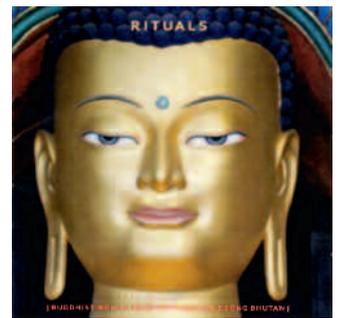
Film (dg) Une imposante usine internationale d'extraction d'or est démontée sur l'île de Bornéo, en Indonésie, puis transportée par bateau et reconstruite à l'identique en Guinée. Là, elle va transformer une région agricole



en un vaste désert aurifère. Le film *Tout l'or du monde*, du réalisateur australien Robert Nugent, décrit les bouleversements causés par l'implantation de cette multinationale. Au départ, les villageois y voient une chance, pensant que la mine procurera un bel avenir à leurs enfants, mais ils vont perdre rapidement leurs illusions. Lauréat de plusieurs prix, ce documentaire explore les changements économiques, écologiques et sociaux provoqués par l'installation des infrastructures minières. Il montre la destruction de l'environnement à grande échelle et confronte le monde des collaborateurs étrangers de l'entreprise à celui de la population locale qui lutte pour survivre. L'exemple parfait d'un développement raté. Robert Nugent : « *Tout l'or du monde* », film documentaire, France/Australie 2007 ; informations : education21/Films pour un seul monde, tél. 031 321 00 30, www.filmeeinewelt.ch

Chants rituels du Bhoutan à Obwald

Musique (er) La musique des moines bouddhistes de Punakha, au Bhoutan, est un véritable choc culturel pour des oreilles habituées aux mélodies et rythmes occidentaux. Les mantras, tantôt psalmodiés tantôt chantés, sont parfois accompagnés par les sons grinçants de pipeaux, de flûtes d'os, de cornes et de trompettes. Des coups de timbale, la vibration sèche des tambours et les cymbales métalliques soulignent l'ensemble. Des voix fascinantes s'élèvent sur ce fond sonore liturgique, brochant de somptueux solos ou s'unissant en chœurs graves. Ces rituels sacrés relèvent d'une tradition séculaire. L'année dernière, douze moines ont quitté le *dzong* (monastère-forteresse) de Punakha, niché dans une vallée de ce petit



royaume himalayen, pour se rendre en Suisse. C'était leur premier déplacement à l'étranger. Après avoir donné un concert au Festival des musiques populaires d'Obwald, ils ont enregistré un album en studio. Le résultat a quelque chose d'inouï et de majestueux.

« *Rituals – Buddhist Monks from the Punakha Dzong in Bhutan* » (Electric Mermaid Music Production / www.buddhist-monks-bhutan.com)

La retraite en dansant

(er) Le chanteur, auteur et compositeur Salif Keita, 63 ans, compte depuis des décennies parmi les musiciens les plus populaires d'Afrique. Il a annoncé que son récent album *Talé* serait le dernier. Ce nouvel opus s'inscrit dans une veine étonnamment progressiste, mêlant pop, rock, jazz et électro. L'artiste malien s'est entouré de plusieurs invités de marque, comme le rappeur londonien Roots Manuva, le saxophoniste camerounais Manu Dibango, la bassiste de jazz américaine Esperanza Spalding et le chanteur américain Bobby McFerrin. Les rythmes du djembé et les sons du n'goni (luth traditionnel) placent des accents mandingues dans la musique et invitent à la danse. Tant les ballades amoureuses que les chansons engagées de Salif Keita donnent la chair de poule. Il reste à espérer que cet excellent album ne sera tout de même pas le dernier. Salif Keita : « *Talé* » (Universal Music France)

Le musée a terminé sa mue (jls) Le Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, à Genève, a rouvert ses portes en mai dernier, après une fermeture de presque deux ans. Durant cette période, il a complètement transformé son exposition permanente. Datant de l'inauguration du musée en 1988, celle-ci avait besoin d'un lifting, car le travail humanitaire a beaucoup changé en un quart de siècle. La nouvelle exposition est conçue comme une aventure d'initiation à l'action humanitaire contemporaine. Elle s'organise en trois espaces thématiques : « Défendre la dignité humaine », « Reconstruire le lien familial » et « Limiter les risques naturels ». Dans chacun d'eux, le visiteur passe d'abord par une phase de sensibilisation, au cours de laquelle il vit une forte expérience émotionnelle. Une deuxième étape lui fournit des informations et un éclairage historique sur le mouvement de la Croix-Rouge. Ces espaces ont été réalisés par trois architectes-scénographes – un Brésilien, un Burkinabè et un Japonais – de renommée internationale. *Heures d'ouverture et autres informations : www.redcrossmuseum.ch ou tél. 022 748 95 11*

À la cour du sultan

Livres (bf) Dans son dernier roman *Mont Plaisant*, l'écrivain camerounais Patrice Nganang associe des récits de la tradition orale et des événements consignés dans



des archives. Il en fait une œuvre littéraire aussi stimulante que passionnante. Personnage central, la jeune historienne Bertha quitte les États-Unis et se rend à Yaoundé afin de faire des recherches sur les origines du nationalisme camerounais. Sur place, elle rencontre Sara, 80 ans. Celle-ci lui raconte l'histoire d'Ibrahim Njoya, sultan du peuple bamoun, qui a résidé avec toute sa cour au Mont Plaisant, un quartier de Yaoundé, de 1894 à 1933. Sara avait été arrachée à sa mère à l'âge de neuf ans, pour être offerte en cadeau au sultan. Au cours de sa longue vie, elle a croisé toutes sortes de personnages, dont les destins sont marqués par l'amour, la jalousie, le pouvoir et la mort. Pour rédiger ce roman, Patrice Nganang s'est plongé pendant huit ans dans des archives dispersées sur trois continents et il a interrogé les habitants de son pays. Son livre captivant est aussi un plaidoyer pour un nouvel art du conte. *Patrice Nganang : « Mont Plaisant », éditions Philippe Rey, Paris, 2011*

L'histoire du Congo, un best-seller inattendu

(jls) Il n'existait jusqu'en 2010

aucun livre exhaustif, destiné au grand public, sur l'histoire de la République démocratique du Congo (ex-Zaïre). Cette lacune a été comblée par David van Reybrouck avec *Congo – Une histoire*. L'écrivain belge a enquêté pendant cinq ans, étudié 5000 documents et récolté les témoignages de plus de 500 personnes. Il retrace le destin tumultueux de ce vaste pays depuis la préhistoire jusqu'à l'arrivée récente des investisseurs chinois, en passant par la traite négrière, la colonisation belge, l'indépendance, le règne de Mobutu et l'arrivée au pouvoir des Kabila père et fils. Plusieurs prix littéraires ont salué la qualité de cette œuvre qui mêle historiographie, littérature et reportage. David van Reybrouck évoque autant la grande histoire que celle des gens qui luttent au quotidien pour leur survie. Malgré ses 700 pages et un thème qui ne le prédestinait pas à devenir un best-seller, ce livre a rencontré un succès phénoménal. La version originale néerlandaise s'est vendue à 250 000 exemplaires en Belgique et aux Pays-Bas. Des traductions ont été entreprises dans une demi-douzaine d'autres langues.

David van Reybrouck : « Congo – Une histoire », Actes Sud, Paris, 2012

Coup de cœur



Elsa Laneygo

Une oasis à Antananarivo

L'écrivaine franco-suisse Douna Loup, 31 ans, vit à Genève. Elle a déjà publié un récit et deux romans, dont « L'Embrasure » qui a remporté plusieurs prix littéraires.

Je suis arrivée dans la capitale de Madagascar à 18 ans comme volontaire. La ville était immense, mais l'orphelinat-école où je travaillais était une oasis. Les enfants occupaient mes journées. J'approvoisais leurs rires et leur langage mi-français mi-malgache. Antananarivo me happait peu à peu. Je découvrais seule ses rues en cascade d'escaliers, ses boucheries en plein air et surtout la multitude de ses regards. J'aimais la simplicité franche des étals et les visages qui m'interpellaient sans vergogne. J'aimais cette langue où l'on appelait le soleil « Œil du jour » et la mer « Eau sacrée ». Plus tard, j'ai découvert la musique malgache, notamment le groupe mythique des Mahaleo et le chanteur polymorphe Ricky Olombelo. J'ai lu le poète Rabearivelo, ses *Presque-Songes* et ses *Calepins Bleus*, journal intime qu'il a tenu jusqu'aux dernières heures avant son suicide en 1938. Plus récemment, c'est Johary Ravaloson qui m'a accompagnée dans les ruelles tananariennes avec son très beau roman *Géotropiques*, battu par la houle marine et les parfums sombres de la terre rouge.

Impressum

Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Martin Dahinden (responsable)
Catherine Vuffray (coordination globale)
Marie-Noëlle Bossel, Beat Felber, Patrick Kohler, André Marty, Pierre Maurer, Özgür Ünal

Rédaction :

Beat Felber (bf-production)
Gabriela Neuhaus (gn), Jane-Lise

Schneeberger (jls), Mirella Wepf (mw), Ernst Rieben (er), Luca Beti (version italienne)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho et impression :

Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de : DFAE, Service de l'information,

Palais fédéral Ouest, 3003 Berne,
Courriel : info@deza.admin.ch
Tél. 031 322 44 12
Fax 031 324 90 47
www.ddc.admin.ch

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 52 200

Couverture : Tila Patil et son fils Dilip à Dhulia, en Inde ; Scott Eels/Redux/laif

ISSN 1661-1675

« Pour un pays en développement, il est profitable d'avoir des partenaires complémentaires et surtout variés. »

Elizabeth Sidiropoulos, page 17

« Pendant des années, je devais remplir des seaux d'eau dans la cour, puis les remonter jusqu'à mon appartement au quatrième étage. »

Mouazamma Djamalova, page 22

« Les enfants de familles nomades sont plus nombreux qu'avant dans les lycées et les autres écoles supérieures. Reste à savoir s'il est possible de concilier formation et nomadisme. »

Getachew Gebru, page 31
